

L'ALGÉRIE CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2026 SOUS LE SIGNE DE L'INNOVATION

« **INNOVER AUJOURD'HUI POUR NOURRIR DEMAIN** »

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a organisé dimanche à Alger une manifestation célébrant la Journée mondiale de l'alimentation 2026, mettant en lumière le rôle de l'innovation dans le développement des systèmes agricoles et alimentaires ainsi que dans le renforcement de la sécurité alimentaire.



P.2

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 8 Joumada El Ouela 1448 - 19 Octobre 2026 - N° 1412 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ESPAGNE

VASTE OPÉRATION POLICIÈRE À CEUTA POUR DÉMANTELER LES DERNIERS CAMPEMENTS DE MIGRANTS



Plus de 350 agents de la police nationale espagnole ont été déployés hier à Ceuta pour démanteler les derniers campements de migrants encore présents dans la ville, près de trois mois après les arrivées massives en provenance du Maroc des 30 et 31 juillet, rapporte le quotidien espagnol El País.

P.7

TRANSPORT AÉRIEN

AIR ALGÉRIE RÉCEPTIONNE SON SIXIÈME "AIRBUS A330NEO"

Le Groupe Air Algérie a annoncé la réception de son sixième avion de type Airbus A330neo, dans le cadre de son programme de renouvellement et d'extension de sa flotte. Il s'agit d'un appareil baptisé "Ras El Afia", en référence au phare maritime de Ras El Afia, situé dans la wilaya de Jijel, a précisé la compagnie, ajoutant que le choix de cette appellation traduit "la fidélité à la mémoire nationale et la reconnaissance envers des âmes qui resteront présentes dans les esprits", ainsi qu'un hommage aux habitants de la région qui "ont incarné, par leur résilience, la force de l'espoir".

P.2

TENUE DIMANCHE D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LES PRIX À LA CONSOMMATION ET LES PROJETS DU SECTEUR MINIER



P.3

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur le suivi des prix et de la disponibilité des produits de consommation de base et l'avancement de nombre de projets dans les secteurs des mines et du dessalement de l'eau de mer, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

INCENDIES DE FORÊTS

UN ODIEUX COMLOT VISANT À AFFAIBLIR L'ALGÉRIE ET À PORTER ATTEINTE À SON UNITÉ DÉJOUÉ

Les investigations lancées par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN) dès les premières heures des incendies de forêts qui ont récemment touché certaines wilayas ont révélé l'existence d'un complot ourdi par les ennemis du pays à l'étranger, avec la complicité de leurs relais à l'intérieur du pays, dans le but d'affaiblir l'Algérie et de porter atteinte à son unité.

P.3

L'ALGÉRIE CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2026
SOUS LE SIGNE DE L'INNOVATION

«INNOVER AUJOURD'HUI POUR NOURRIR DEMAIN»

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a organisé dimanche à Alger une manifestation célébrant la Journée mondiale de l'alimentation 2026, mettant en lumière le rôle de l'innovation dans le développement des systèmes agricoles et alimentaires ainsi que dans le renforcement de la sécurité alimentaire.

Par Tinhinane Bendahmane

Cet événement, organisé en coordination avec la représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Algérie sous le slogan « Innover aujourd'hui pour nourrir demain », se tient en présence de plusieurs membres du Gouvernement, de représentants des secteurs ministériels concernés, d'organismes onusiens, d'établissements de recherche et

économiques, ainsi que d'acteurs des domaines agricole et alimentaire.

Le programme de cette manifestation comprend l'organisation d'une exposition dédiée à cette occasion, avec la participation d'instituts techniques, d'établissements de recherche et de formation dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, en sus d'entreprises économiques, d'organisations onusiennes, d'associations, d'organisations professionnelles et agricoles et de représentants de différents sec-

teurs ministériels.

La Journée mondiale de l'alimentation est l'une des principales occasions internationales célébrées à grande échelle, et constitue aussi une opportunité pour redoubler d'efforts et renforcer la coopération entre les différents secteurs afin de garantir la disponibilité d'aliments sains, nutritifs et à des prix accessibles à tous.

Le slogan de cette année met l'accent sur le rôle de l'innovation dans la transformation des méthodes de production, de

stockage, de transport et de commercialisation des aliments, grâce à l'exploitation des avancées scientifiques et technologiques et à la valorisation des connaissances des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs et des acteurs du secteur forestier, contribuant ainsi au développement des systèmes agricoles et alimentaires et au renforcement des efforts conjoints visant à réaliser la sécurité alimentaire.

T.B

ARCHIVAGE ET NUMÉRISATION
CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR
LA GESTION DES DOCUMENTS DES
COLLECTIVITÉS LOCALES

Le thème "La gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales à l'ère de la mutation numérique" a été au centre d'une conférence régionale organisée, dimanche à Djelfa, à l'initiative de la Direction générale des Archives nationales, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Lors de son allocution prononcée à cette rencontre, le directeur général des Archives nationales, Mohamed Bounâama, a souligné l'importance de cette 7e édition de la conférence régionale qui, a-t-il dit, vise à unifier les procédures de gestion des documents et des archives au niveau des collectivités locales, à renforcer la coordination entre les différentes parties concernées, et à se mettre au diapason des nouveautés notamment en matière de législation dans ce domaine à l'ère de la numérisation.

Le même responsable a expliqué en outre que cette rencontre était un espace ouvert au dialogue et à l'échange d'expériences entre les différents acteurs. Elle constitue également une opportunité de présenter les dernières nouveautés législatives liées à la gestion des documents d'activité et des archives, d'examiner les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des procédures adoptées et de rechercher des solutions permettant d'uniformiser les pratiques et d'améliorer la gestion des archives. Ces rencontres s'inscrivent également dans le cadre des efforts déployés par la Direction générale des archives nationales pour dresser un état des lieux de la fonction archivistique au sein des collectivités locales et identifier leurs besoins et leurs préoccupations, a ajouté M. Bounâama.

Selon leurs organisateurs, ces rencontres accordent une importance particulière aux archives antérieures à 1962 conservées au niveau des collectivités locales, en tant que fonds documentaire présentant une valeur historique et administrative, et constituant un élément essentiel du patrimoine documentaire et de la mémoire nationale. C'est pourquoi des outils numériques sont mis à contribution pour recenser ces fonds, en établir l'inventaire et évaluer leur état. Cette démarche permet de pas-

ser de données dispersées à une base de données structurée offrant une vision nationale intégrée.

Les travaux de la conférence ont été enrichis par plusieurs interventions portant sur des thèmes tels que "La gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales : moyens et procédures", "Les exigences de la gestion des documents d'activité et des archives dans l'environnement numérique" et "La gestion des documents d'activité et des archives au niveau des collectivités locales".

A cette occasion, trois ateliers ont également été organisés sur les thèmes suivants : "Les procédures de gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales", "La structuration de la fonction d'archivage au niveau des collectivités locales" et "La protection et le traitement des archives historiques antérieures à 1962". Cette rencontre régionale a réuni des représentants de la Direction générale des archives nationales, des directeurs des archives et de la documentation, ainsi que des cadres des collectivités locales de 12 wilayas, à savoir Djelfa, Laghouat, Aïn Oussera, Messâad, Ouled Djellal, Tissemsilt, Médéa, Ksar-Chealla, Aflou, Ksar-el-Boukhari, Tiaret et M'sila.

RA

TRANSPORT AÉRIEN
AIR ALGÉRIE RÉCEPTIONNE SON SIXIÈME "AIRBUS
A330NEO"

Le Groupe Air Algérie a annoncé, samedi, la réception de son sixième avion de type Airbus A330neo, dans le cadre de son programme de renouvellement et d'extension de sa flotte.

Il s'agit d'un appareil baptisé "Ras El Afia", en référence au phare maritime de Ras El Afia, situé dans la wilaya de Jijel, a précisé la compagnie, ajoutant que le choix de cette appellation traduit "la fidélité à la mémoire nationale et la reconnaissance envers des âmes qui resteront présentes dans les esprits", ainsi qu'un hommage aux habitants de la région qui "ont incarné, par leur résilience, la force de l'espoir".

Cet appareil est le sixième avion de ce type à intégrer la flotte du transporteur national, après les appareils baptisés "Novembre 54", "Gara Djebilet", "Yennayer", "Diaspora" et "Fennec".

Les Airbus A330neo sont destinés aux vols long-courriers. Ils peuvent accueillir plus de 300 passagers, toutes

classes confondues, et se distinguent par une consommation de carburant réduite pouvant atteindre 25 % par rapport aux générations précédentes. Ils permettent également de réduire les émissions de dioxyde de carbone et sont équipés de systèmes de divertissement modernes, dont un service d'accès à Internet via le Wi-Fi.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de renouvellement et d'extension de la flotte d'Air Algérie, lancé en 2023, qui prévoit l'acquisition de dix avions "Boeing 737 MAX 9" et de dix "Airbus A330neo", ainsi que de 16 appareils "ATR 72-600", afin de renforcer le réseau de transport aérien intérieur.

Cette acquisition s'inscrit également dans le cadre du plan d'action de la compagnie à l'horizon 2035, qui prévoit des acquisitions supplémentaires d'avions pour répondre à la demande croissante de transport aérien aux niveaux national et international.

RE

Par Halim Dardar

Dans une déclaration à la presse après l'inspection de l'usine d'assemblage de camions, une des trois unités de ce complexe, en compagnie du wali, Riadh Benahmed, M. Rekkache a précisé que "toutes les dispositions pour lancer l'assemblage des camions dans cette usine ont été prises dont le recrutement de 450 travailleurs ayant suivi une qualification en coordination avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels" soulignant que le premier camion du complexe devrait sortir en "janvier prochain".

Le même responsable a relevé l'importance du projet qui "s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat de renforcement et soutien aux projets d'investissement dans ce domaine", d'autant que ce projet qui représente un investissement de 9,8 milliards DA générera 1.800 emplois directs et 4.200 autres emplois indirects et "suscitera la dynamique dans le domaine de la sous-traitance dans la région".

Le directeur général de l'AAPI a ajouté que sa visite vient "accompagner l'investisseur qui a concrétisé son projet dans un court délai à la faveur de la volonté et de l'accompagnement de l'Etat".

M. Rekkache a salué l'accompagnement des pouvoirs publics au projet depuis son lancement, soulignant que "le travail est mené en coordination avec le wali de Batna pour assurer des assiettes foncières pour la domiciliation de projets de sous-traitance en vue d'augmenter le taux d'intégration parallèlement à la préparation d'autres assiettes foncières pour les mettre à la disposition des opérateurs économiques dans six zones des activités dans la wilaya".

Le complexe comprend trois unités d'assemblage de bus et de camions de la marque chinoise SOKON au côté du développement de la marque HANOUI, selon les explications données par son gérant, Younès Merazka à M. Rekkache au cours cette visite.

Il a également précisé que la première ligne de l'usine d'assemblage des camions est prête à 100 % tandis que les deux autres lignes sont à 55 % prêtes, estimant à 60.000 véhicules la capacité annuelle de production des trois lignes.

La même source a rappelé que le projet avec ces trois unités occupe un terrain de 13,6 hectares obtenus via la plateforme numérique de l'investisseur en janvier 2025 avec la possibilité future d'extension du projet.

H.D

TENUE DIMANCHE D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LES PRIX À LA CONSOMMATION ET LES PROJETS DU SECTEUR MINIER

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur le suivi des prix et de la disponibilité des produits de consommation de base et l'avancement de nombre de projets dans les secteurs des mines et du dessalement de l'eau de mer, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur le mécanisme proposé pour assurer le suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits de consommation de base à travers le territoire national, l'état d'avancement de la réalisation des projets de la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Port d'Annaba et du quai minéralier dans le cadre de l'extension du Port d'Annaba, et à un troisième exposé sur les projets de passation de marchés par voie de négociation directe pour les travaux de raccordement en aval des nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen.

*Premièrement, concernant le mécanisme proposé pour le suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits de consommation de base à travers le territoire national :

Monsieur le président de la République a ordonné de prendre les mesures immédiates suivantes :

1- Elaborer un projet de texte visant à réglementer de manière stricte l'activité des intermédiaires de vente entre les producteurs et les citoyens.

2- Le Premier ministre est chargé d'ouvrir immédiatement une enquête sur le rôle négatif de certains importateurs dans la monopolisation et la hausse des prix des viandes importées et auprès des boucheries qui les commercialisent au prix de la viande locale, ainsi que sur les écarts de prix de la viande en boucherie dans les différentes wilayas, voire dans les quartiers.

3- Le ministre de l'Intérieur est chargé, en coordination avec les walis de la République, de mettre en place un mécanisme permettant d'acheter les excédents de produits au niveau local, de les stocker, puis de les injecter sur le marché dès l'apparition des premiers signes de fluctuation des prix, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

4- Le ministère du Commerce intérieur est chargé d'élaborer un dispositif de plafonnement des prix et de fixation des marges bénéficiaires des légumes, des légumineuses, des pâtes et des viandes, en tenant compte des

chaînes de production et de commercialisation.

5- Mettre en place un système décentralisé permettant aux directeurs du commerce, sous la responsabilité des walis, d'assurer le suivi quotidien, au niveau local, des prix des produits de large consommation.

6- Renforcer les brigades de

contrôle des prix relevant du ministère du Commerce intérieur et assurer des descentes quotidiennes sur le terrain tout au long de l'année.

7- Coordonner les efforts du ministère de l'Intérieur, du ministère du Commerce intérieur et du Haut-commissariat à la numérisation pour la création d'une base de données numérique de contrôle rapide et efficace des prix, qui fera office de mécanisme d'alerte permettant aux services concernés d'intervenir pour rétablir l'équilibre des prix des produits en cas de hausse anormale.

*Deuxièmement, concernant l'état d'avancement des projets de la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Port d'Annaba et du quai minéralier dans le cadre de l'extension du Port d'Annaba :

1- Monsieur le président de la République a souligné que le quai phosphatier du Port d'Annaba revêt désormais une importance régionale et méditerranéenne, insistant sur la nécessité de le mettre en exploitation dans les meilleurs délais.

2- Lancement immédiat, à partir de Tamanrasset, du projet de ligne ferroviaire Laghouat-El Meniaa-In Salah-Tamanrasset.

*Troisièmement, concernant les projets de passation de marchés par voie de négociation directe pour les travaux de raccordement en

aval des nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen :

1- Nécessité de prendre en charge, dans les plus brefs délais, l'approvisionnement des wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen en eau de mer dessalée, compte tenu de leur situation prioritaire, l'opération d'extension du raccordement à d'autres wilayas devant se faire après une étude technique au cas par cas, afin de déterminer, avec précision, leurs capacités locales en eaux de surface et souterraines, avant qu'elles ne bénéficient de la technique du dessalement de l'eau de mer.

2- Monsieur le président de la République a insisté à nouveau sur le contrôle rigoureux de l'octroi des autorisations de forage de puits, afin de protéger les eaux souterraines.

3- Il a enjoint au Gouvernement d'inclure ces deux points dans le projet de loi d'orientation agricole, en cours d'élaboration, qui sera présenté au Conseil des ministres consacré au secteur de l'agriculture.

La réunion du Conseil des ministres s'est ainsi achevée".

RA/APS

INCENDIES DE FORÊTS UN ODIEUX COMLOT VISANT À AFFAIBLIR L'ALGÉRIE ET À PORTER ATTEINTE À SON UNITÉ DÉJOUÉ

Les investigations lancées par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN) dès les premières heures des incendies de forêts qui ont récemment touché certaines wilayas ont révélé l'existence d'un complot ourdi par les ennemis du pays à l'étranger, avec la complicité de leurs relais à l'intérieur du pays, dans le but d'affaiblir l'Algérie et de porter atteinte à son unité.

Un documentaire intitulé "Révélation des complots de la trahison et des réseaux de la collaboration" (Kachf makayid al-khiyana wa khouyout al-amala), diffusé samedi soir sur les chaînes de la Télévision algérienne, les ondes de la Radio nationale, les plateformes officielles du MDN, ainsi que sur celle de l'Agence Algérie Presse Service (APS), a présenté les aveux d'individus impliqués dans le déclenchement de ces incendies.

Ces aveux font suite à l'arrestation de trois individus de nationalité algérienne ayant directement provoqué des incendies de forêts dans les wilayas de Constantine et de Guelma, après avoir été exploités par des parties connues pour leur hostilité envers l'Algérie, qui ont également eu recours au terroriste dénommé Amir Boukhors, alias "Amir DZ", pour mettre à exécution leur plan ignoble.

Les deux individus arrêtés, Boutamina Abdelkrim et Amrani Abderraouf, ont reconnu leur lien direct avec ce terroriste, ainsi que leurs contacts avec les terroristes traîtres Larbi Zitout, Hichem Aboud et Karim Moulai. Ces derniers exploitent les conditions sociales et l'appât du gain et du pouvoir comme approches pour le recrutement de leurs relais à l'intérieur du pays, en leur faisant miroiter une richesse illusoire et en leur promettant de prétendues aides depuis l'étranger, en contrepartie de l'accomplissement de missions subversives visant la sécurité et l'intégrité du pays. Celles-ci consistent notamment à incendier les forêts, à détruire les richesses et à infliger de lourdes pertes aux ressources du peuple algérien.

L'objectif de ces traîtres, dévoilé dans le documentaire, est d'être à la solde de ceux qui les financent et d'exécuter leurs ordres visant à semer la discorde et à créer un climat d'insécurité et d'instabilité au sein de la société algérienne, à l'image de ce que répétait le terroriste Amir Boukhors: "Il faut mettre le pays à feu".

Parmi les modes opératoires adoptés par ces terroristes, figurent le chantage et les pressions exercés sur leurs victimes afin de les amener à exécuter leurs plans odieux. Les investigations préliminaires menées par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale ont ainsi révélé que le dénommé Yacine Boulgroune se servait de son métier de coiffeur comme couverture pour mener des activités suspectes avec le terroriste Amir Boukhors et recruter ses agents. En contrepartie de ses activités de collaboration, il a reçu des appartements et des locaux commerciaux en Algérie et en France, et ce pour le financement de ses opérations terroristes et la mise en œuvre de ses plans pernicieux en Algérie.

L'enquête a mis au jour l'implication du dénommé Islam Benyahia qui, après avoir accompli la mission qui lui avait été confiée par le terroriste Amir Boukhors, consistant à incendier les forêts de Didouche Mourad et du Djebel El Ouahch à Constantine, et dès qu'il a reçu le prix de sa trahison, remis par le dénommé Yacine Boulgroune, il a pris la fuite vers l'Italie à bord d'une embarcation clandestine, avant de rejoindre la France, abandonnant derrière lui son complice dans ce crime, Abdelkrim Boutamina, interpellé et rongé par les remords.

-- L'Algérie restera toujours inébranlable face aux traîtres et aux conspirateurs-- Le documentaire a révélé que les résultats des investigations techniques menées par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale avaient permis de récupérer une séquence vidéo filmée par le dénommé Abdelkrim Boutamina lors de sa participation à une caravane d'aide destinée aux personnes touchées par les incendies de forêts dans la wilaya de Jijel, dans une manœuvre visant à dissimuler son crime.

Les investigations ont également établi que la collaboration du terroriste Boukhors avec des services de renseignement étrangers ne se limi-

tait pas à l'incendie de forêts, au financement de programmes de migration clandestine au profit de ses agents, ni au marchandage et au chantage. Elle allait jusqu'à sa tentative, avec ses commanditaires, de créer des courants hostiles au sein de la scène politique nationale, servant leurs programmes, permettant à leurs agents d'accéder aux postes de responsabilité et faisant de ces derniers des instruments de destruction et de sabotage au détriment des intérêts de la patrie et du peuple.

Le documentaire a abouti à la conclusion que "ces criminels, par leurs actes ignobles, pensaient porter atteinte à la stabilité et à la sécurité du pays. Ils sont même allés jusqu'à croire que les institutions de l'Etat seraient incapables de faire face à la crise des incendies. Cependant, l'Algérie, malgré toutes les manœuvres et les conspirations, restera toujours et à jamais inébranlable face aux traîtres et aux conspirateurs. Son drapeau continuera, malgré toutes les tentatives désespérées de ses ennemis, de flotter haut et fièrement, et son peuple restera uni et solidaire face à toutes les crises et à toutes les épreuves".

Il a également été souligné que les incendies de forêts qui ont récemment touché l'Algérie, et qui visaient à déstabiliser le pays et à porter atteinte à sa sécurité, n'ont fait que renforcer la cohésion, l'unité et la résilience du peuple algérien. Ce peuple est désormais plus conscient et plus lucide quant à l'ampleur des complots ourdis contre lui. Comme lors de toutes les crises qu'a connues le pays, il a donné les plus beaux exemples de cohésion et de solidarité, faisant ainsi échouer toutes les tentatives malveillantes visant à entraver le processus de développement de l'Algérie et les plans ignobles destinés à porter atteinte à sa cohésion sociale.

RA

FOIRE DU "MADE IN ALGERIA" À BLIDA UN LEVIER POUR L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE NATIONALE

Organisée à Blida, la Foire des produits de l'industrie agroalimentaire "Made in Algeria" offre une occasion de mettre en avant les capacités de l'industrie agroalimentaire nationale. Elle permet également de souligner les potentialités existantes en matière de production, de transformation et de fabrication, tout en explorant les opportunités d'exportation.

Par Ali Boudefel

L'économiste Sami Kolli a indiqué que cette foire permet aux acteurs économiques de se rapprocher, d'échanger leurs expériences et de découvrir les produits disponibles au niveau national, notamment en matière de matériaux d'emballage. Elle offre aussi la possibilité d'explorer les opportunités de collaboration permettant la conclusion de partenariats entre les entreprises algériennes publiques et privées. Le même interlocuteur a ajouté que de tels événements permettent de mettre en valeur les atouts qui caractérisent la production nationale. Ils constituent également une occasion pour les entreprises de présenter de nouveaux produits et de les faire connaître auprès des consommateurs. De nombreux exposants ont

salué l'organisation de cet événement, qu'ils considèrent comme une "plateforme" permettant de mettre en valeur la qualité et la diversité des produits nationaux. Elle permet aussi d'en faire la promotion auprès des opérateurs locaux et étrangers, d'étendre leur rayonnement et de renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés internationaux. A titre d'information, plusieurs membres du corps diplomatique accrédités en Algérie ont participé à la cérémonie d'ouverture de cet événement économique, présidée samedi dernier par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig. Ils ont pu découvrir les produits exposés et les potentialités de l'industrie agroalimentaire algérienne, ce qui témoigne de l'intérêt porté aux opportunités de coopération commerciale avec l'Algérie.

Dans ce cadre, l'ambassadeur de Tanzanie en Algérie, Mobhare Holmes Matinyi, a exprimé la volonté de son pays d'importer de l'huile de table et des dattes algériennes, saluant "le développement que connaît l'industrie agroalimentaire et de transformation en Algérie". De son côté, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Dong Guangli, a invité les opérateurs économiques à exporter leurs produits vers le marché chinois. Par ailleurs, plusieurs exposants ont fait part de leurs expériences en matière d'exportation vers des marchés internationaux tels que l'Arabie saoudite, l'Espagne, le Canada, la Libye et le Sénégal, tandis que d'autres ont échangé avec les visiteurs de la Foire sur les opportunités de coopération commerciale.

Cet événement comprend des stands dédiés aux différents dispositifs de soutien de l'Etat, aux banques ainsi qu'aux compagnies d'assurance. Il permet aux entreprises de se familiariser avec les mécanismes d'accompagnement, de financement et d'assurance disponibles pour développer leurs activités et renforcer leurs capacités de production et d'exportation. Pour rappel, ce rendez-vous économique est organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations au complexe sportif "Mustapha Tchaker" jusqu'au 20 octobre prochain. Il rassemble une centaine d'entreprises publiques et privées actives dans divers secteurs de l'industrie agroalimentaire et de transformation.

A.B

POUR RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT ET LE PARTENARIAT EN AFRIQUE L'ALGÉRIE MOBILISE SON EXPERTISE

Les initiatives de l'Algérie sur le continent africain traduisent une volonté de consolider sa présence en s'appuyant sur la mobilisation de ses compétences nationales, le partage des connaissances et le développement de partenariats productifs, faisant du pays un partenaire en mesure de contribuer à relever les défis du développement grâce à ses capacités techniques, industrielles et scientifiques.

Les secteurs de l'énergie, de la formation universitaire et de la production locale illustrent cette démarche, en offrant des perspectives de transfert de l'expérience algérienne vers un espace africain plus large et en ancrant la coopération continentale dans les besoins réels des pays partenaires. La coopération algéro-nigérienne dans le secteur des hydrocarbures constitue, à cet égard, un exemple concret de la contribution de l'expertise nationale à la prise en charge de défis techniques. A la suite de l'incident survenu sur le puits pétrolier "Goumeri W-8", situé dans le champ d'Agadem au Niger, les autorités nigériennes ont sollicité des experts algériens afin de contribuer à l'évaluation de la situation et à la recherche de solutions techniques appropriées. Le site nigérien "ActuNiger" a rapporté, dans un article publié vendredi dernier, que des techniciens algériens dépêchés par le groupe Sonatrach étaient arrivés sur les lieux pour apporter leur expertise dans la gestion de cet incident, à l'issue d'une série de réunions techniques tenues à Niamey. De son côté, le site "Journal du Niger" a indiqué que les réunions entre le ministre nigérien du Pétrole et les experts algériens visaient à comprendre les circonstances de l'incident, à en évaluer les conséquences et à déterminer les solutions techniques envisageables. Cette initiative met en évidence la valeur de l'expertise algérienne dans un secteur stratégique pour de nombreuses économies africaines, ainsi que les possibilités de mobiliser, au-delà des frontières nationales, les compétences acquises par l'Algérie dans le domaine des hydrocarbures. Lorsqu'un pays africain frère fait appel aux compétences techniques algériennes pour faire face à une difficulté sur le terrain, la coopération dépasse le simple échange de positions pour se traduire par une mise

à profit directe des connaissances et du savoir-faire. Selon les informations disponibles, les opérations de traitement de l'incident se poursuivent, tandis que les mesures de confinement sont menées par la société exploitante "CNPC Niger Petroleum S.A", en coordination avec les autorités compétentes. Une enquête indépendante a également été annoncée afin de déterminer les causes de l'incident et les responsabilités, avec la contribution de l'expertise algérienne. La participation algérienne consiste ainsi à apporter un appui à l'évaluation technique et aux efforts visant à maîtriser la situation, sans préjuger des résultats des opérations en cours ni des conclusions de l'enquête. Cette démarche s'étend également à l'investissement dans le capital humain, considéré comme un fondement du renforcement à long terme des capacités africaines. En Tanzanie, le quotidien "The Citizen" a rapporté, dans un article publié au début du mois d'octobre, que l'Algérie avait proposé 176 places universitaires aux étudiants tanzaniens. Le gouvernement tanzanien a sélectionné 150 étudiants pour poursuivre leurs études dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des sciences de la santé. Cette initiative illustre le rôle de la coopération universitaire dans l'accès des compétences africaines à la formation et le renforcement des liens scientifiques entre l'Algérie et ses partenaires du continent. Dans le domaine pharmaceutique, l'expertise algérienne a également été saluée officiellement en Tanzanie. Le ministère tanzanien de la Santé a indiqué, dans un communiqué publié le 5 octobre, que sa secrétaire générale, Grace Maghembe, avait examiné à Dar es-Salaam, avec une délégation du ministère algérien de l'Industrie

pharmaceutique et des représentants de la société "FRATER-RAZES", les perspectives de coopération dans la production de médicaments et de produits de santé, le transfert de technologie et l'investissement. Le ministère tanzanien a rapporté que la responsable avait souligné les progrès importants réalisés par l'Algérie dans la production de produits de santé à l'échelle africaine, estimant que l'expérience algérienne offrait des possibilités d'apprentissage mutuel et de développement des capacités de production des deux pays. En Afrique de l'Ouest, le partenariat algéro-sénégalais s'inscrit dans les efforts visant à renforcer la coopération économique et institutionnelle entre les pays africains. L'Institut sénégalais "Jubel" a fait état de la signature de 15 accords de coopération entre les deux pays, inscrivant cette initiative dans le contexte des démarches diplomatiques régionales du Sénégal. Cette étape témoigne de la volonté commune de donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales et d'élargir les domaines de coopération au service des intérêts mutuels. Cette dynamique revêt une importance particulière au regard de la tenue, du 11 au 13 octobre, de la sixième session de la Grande commission mixte algéro-sénégalaise. Selon le communiqué conjoint publié à l'issue des travaux, les domaines de coopération couvrent notamment l'énergie, les mines, la géologie, l'investissement, les transports, les services aériens, les archives et l'enseignement supérieur. Les deux parties ont également souligné la nécessité d'assurer le suivi des engagements pris et de définir les projets prioritaires ainsi que leurs échéances de mise en œuvre. Cette orientation met en évidence l'importance de traduire la volonté politique en programmes concrets,

mesurables et réalisables. La dynamique du partenariat africain de l'Algérie se manifeste également dans ses relations avec l'Afrique du Sud. La visite en Algérie du ministre sud-africain des Relations internationales et de la Coopération, Ronald Lamola, a constitué une occasion de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale, notamment à travers le renforcement des échanges commerciaux et le développement de la coopération dans les secteurs de l'énergie, des minerais et de l'investissement. La plateforme africaine spécialisée dans le commerce "Tralac" a, pour sa part, souligné l'intérêt d'élargir les échanges entre les deux pays à d'autres secteurs, notamment les industries pharmaceutiques, l'agriculture, la recherche scientifique, la technologie et l'intelligence artificielle, mettant ainsi en évidence la diversité des domaines de partenariat et les perspectives de leur développement. Dans cette optique, l'Algérie poursuit le renforcement de sa présence en Afrique en mobilisant ses capacités nationales et en élargissant les perspectives de coopération avec les pays frères. Cette démarche favorise le partage des expériences, le transfert des connaissances et le développement de projets productifs, tout en ouvrant aux entreprises algériennes de nouvelles perspectives de contribution aux processus de développement du continent. Elle traduit la volonté de l'Algérie de consolider des partenariats africains fondés sur la complémentarité et les intérêts mutuels, en s'appuyant sur les compétences et les capacités techniques, industrielles et scientifiques qu'elle a acquises, afin de renforcer son rôle de partenaire actif dans le soutien au développement et à l'intégration en Afrique.

RA

PHARMEX 2026 À ORAN

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DU PHARMACIEN

Cette 10e édition du salon professionnel Pharmex 2026 se tiendra du 22 au 24 octobre au Centre des conventions d'Oran. Rassemblant plus de 100 exposants — laboratoires, fabricants, start-up et professionnels de la santé —, cet événement mettra à l'honneur l'intelligence artificielle au service du pharmacien.

Par Hamida Indja

Le programme comprend des conférences, des ateliers pratiques et des rendez-vous d'affaires pour encourager l'innovation, le numérique et les nouveaux partenariats dans le secteur pharmaceutique.

Plus de 100 exposants sont attendus pour la dixième édition du salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie, baptisé « Pharmex 2026 ». Cet événement aura lieu du 22 au 24 octobre au Centre des conventions d'Oran (CCO). Le thème de cette année est « L'intelligence artificielle centrée sur le patient au service du pharmacien ». Cette information a été annoncée par les organisateurs ce dimanche.

Pendant trois jours, cet événement organisé par l'agence de communication « Pharmex Consulting » rassemblera des laboratoires pharmaceutiques, des fabricants, des distributeurs, des professionnels de la parapharmacie et des métiers de la santé, des jeunes entreprises (« start-up ») ainsi que des fournisseurs de nouvelles technologies.

D'après les organisateurs, cette édition se concentrera sur l'innovation, le numérique et les change-



ments dans le travail des professionnels. Une grande importance sera accordée à l'intelligence artificielle dans les domaines de la phar-

macie et de la santé, en particulier aux outils qui peuvent aider les professionnels dans leur travail quotidien.

Le programme propose une exposition, des conférences, des interventions, des ateliers et des rencontres professionnelles. Il y aura des rendez-vous consacrés à l'intelligence artificielle orientée vers le patient, ainsi que des ateliers pratiques sur la vente et le commerce dans le domaine du médicament. Un espace spécial réservé à l'innovation ouverte permettra aussi aux jeunes entreprises et aux créateurs de nouvelles solutions de présenter leurs nouveautés directement aux professionnels de ce domaine.

Les rendez-vous d'affaires entre entreprises auront également une grande place dans cette édition. Leur but est de faciliter les discussions entre fabricants, distributeurs, créateurs de solutions, futurs partenaires et pharmaciens, afin de développer les réseaux professionnels et d'encourager la création de nouveaux partenariats.

Selon les organisateurs, les discussions porteront aussi sur l'aide à l'évolution du métier de pharmacien, l'intégration des nouvelles technologies et le renforcement du travail en équipe entre les industriels, les professionnels de la santé et les acteurs de l'innovation.

H I

BATNA

PHARMANOVA EXPO 2026, UN PREMIER SALON ITINÉRANT COURONNÉ DE SUCCÈS

Par Kahina Baghdad

Plus de 4 000 visiteurs ont pris part au premier salon national itinérant des industries pharmaceutiques, de la santé et de l'innovation (Pharmanova Expo 2026), clôturé samedi après-midi au pôle culturel et sportif de la cité Kechida, à Batna, ont indiqué les organisateurs. Organisé par PRESTANOVA, une structure spécialisée dans les manifestations économiques et scientifiques, ce salon a accueilli pendant trois jours pharmaciens privés, professionnels de la santé, opérateurs économiques, acteurs du secteur et étudiants. Pour le Dr Walid Ayad, directeur de l'événement, cette affluence « prouve le succès de ce salon itinérant dont Batna a accueilli la première édition ». Les conférences scientifiques, animées par des spécialistes, des chercheurs et des experts venus de plusieurs wilayas, ont elles aussi rencontré un « grand » succès auprès des professionnels de la santé, des étudiants en pharmacie et en médecine ainsi que des acteurs économiques. Cette combinaison des dimensions économique et scientifique académique a conféré davantage de vitalité à la manifestation. Le salon a également donné lieu à la signature de conventions de partenariat entre plusieurs sociétés pharmaceutiques, « dans le but de renforcer la coopération et de promouvoir le produit local, au service du patient ». M. Ayad a par ailleurs affirmé que la présence du groupe public Saidaï a donné une « forte impulsion » à l'événement. Pour sa part, le président du Conseil national de déontologie des pharmaciens, le Dr Nourredine Mettioui, a souligné l'importance de telles rencontres, qui mettent en lumière les capacités de production nationale, désormais à même de répondre à plus de 82 % des besoins du marché. Elles contribuent aussi, a-t-il ajouté, à la formation continue du pharmacien, à son interaction avec les professionnels de la santé et à la mise à jour de ses connaissances sur les nouveautés des laboratoires. Les participants ont salué l'initiative, d'autant que les organisateurs ont décidé de rendre le salon « itinérant et de proximité » afin de le rapprocher des professionnels dans plusieurs wilayas. Ils ont également estimé que son lancement à Batna était « réussi à tous les niveaux ». Wassim Kadri, délégué commercial du laboratoire Biocare, spécialisé dans le développement, la production et la commercialisation de médicaments génériques et de produits biologiques, basé à El Tarf, a considéré que l'événement avait constitué une opportunité d'échange d'expériences et de pratiques. Il a permis, selon lui, « l'exploration de possibilités de partenariat entre laboratoires » et des rencontres avec les professionnels de la santé, tout en suscitant un débat fructueux sur l'efficacité des produits fabriqués et développés par les laboratoires au service du patient. De son côté, le Dr Sofiane Milas, représentant du laboratoire Est Pharm, spécialisé dans la fabrication de médicaments et d'appareils médicaux à Ain Yagout (Batna), a souligné que le salon avait permis aux visiteurs de découvrir les productions des laboratoires algériens et le niveau atteint par l'industrie pharmaceutique nationale, notamment les appareils de mesure de la glycémie, avec ou sans piqûre, y compris la mesure à distance, que le laboratoire a commencé à produire en 2024. Le salon, qui a réuni 49 exposants, a proposé différents stands de médicaments et de produits pharmaceutiques fabriqués et commercialisés par des laboratoires, des producteurs de matières pharmaceutiques, des distributeurs, des professionnels et des entreprises innovantes émergentes. Il a également constitué un espace de rencontre entre étudiants universitaires et acteurs du domaine de la pharmacie et de la santé.

K.B

TIMIMOUN

MISE EN SERVICE DE HUIT NOUVEAUX BUS DE TRANSPORT URBAIN ET SUBURBAIN

Huit nouveaux bus de transport sont entrés en service afin de renforcer la flotte de transport urbain et suburbain de la wilaya de Timimoun, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Transports.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à renouveler le parc national de transport, promouvoir le service public et améliorer le cadre de vie du citoyen, en plus de booster l'activité socioéconomique, a indiqué le directeur des Transports de la wilaya, Aïssa Belloula.

Présidant la cérémonie de mise en service, à l'occasion de la commémora-

tion des évènements du 17 octobre, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a souligné l'importance de cet acquis pour la wilaya, permettant de renforcer le service public dans le transport et à créer des emplois (16 conducteurs).

Trois bus de 24 places chacun ont été affectés au renforcement des lignes desservant les zones et ksour éloignés, notamment Talmine, El-Metarfa et Tinerkoug, tandis que cinq (5) bus de grande capacité sont destinés à renforcer le transport urbain dans la ville de Timimoun.

R.R

MASCARA

REMISE EN SERVICE DE STRUCTURES PÉDAGOGIQUES APRÈS LEUR RÉHABILITATION

Des structures pédagogiques de l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara ont été récemment mises en service à l'issue de travaux de réhabilitation, dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions d'enseignement et de formation à l'occasion de la rentrée universitaire, a-t-on appris dimanche auprès de l'administration de cet établissement.

La même source a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour l'année en cours. Elle a concerné les facultés de droit et des sciences politiques, des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, ainsi que celle des sciences exactes.

Les travaux réalisés ont porté notamment sur la réfection de l'étanchéité et des murs, la réparation des canalisations d'alimentation en eau potable et du réseau électrique, ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs et l'entre-

tien des espaces verts.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par l'administration de l'Université Mustapha-Stambouli pour réhabiliter les infrastructures universitaires et améliorer les conditions d'études et de formation, en offrant aux étudiants et aux enseignants des espaces pédagogiques adaptés et un environnement propice à l'apprentissage et à la formation académique.

Par ailleurs, l'Ecole supérieure des enseignants relevant de l'université devra prochainement être dotée d'équipements pédagogiques modernes, dans le cadre du programme du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique consacré à l'équipement de ces établissements, a indiqué la même source.

Pour rappel, l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara compte sept facultés, accueillant actuellement plus de 23.900 étudiants encadrés par plus d'un millier d'enseignants.

R.R

URANIUM AFRICAIN

LE VOYAGE SOUS HAUTE SÉCURITÉ DE LA MATIÈRE LA PLUS CONVOITÉE AU MONDE

La chaîne d'approvisionnement du combustible nucléaire, de l'extraction brute de la roche dans les mines africaines jusqu'à la production d'électricité au cœur des centrales, représente l'un des réseaux industriels et logistiques les plus complexes, réglementés et rigoureux de la planète. Loin de se résumer à un simple transport de marchandises d'un point A à un point B, ce périple met en lumière des défis géopolitiques, des exigences de sécurité radiologique de premier ordre et des innovations commerciales fascinantes qui permettent d'optimiser les flux mondiaux de matières premières.

Par Rihab Taleb

De la mine au port : une logistique sous haute tension

Il suffit d'observer les récentes opérations de l'entreprise Lotus Resources, qui pilote la mine d'uranium de Kayelekera située au Malawi, en Afrique australe, pour comprendre l'ampleur de cette organisation. Après avoir relancé la production de ce site minier stratégique, l'entreprise s'est attelée à orchestrer la toute première expédition de sa production vers les marchés internationaux. Cette démarche a immédiatement souligné les obstacles bureaucratiques et logistiques inhérents à la région. L'entreprise a dû obtenir de multiples feux verts administratifs auprès des pays frontaliers, notamment l'accord formel de la Zambie et les autorisations de transport et d'entreposage de la Namibie. Au début, le plan d'acheminement prévoyait une sortie par voie terrestre vers le grand port tanzanien de Dar es Salaam, suivie d'une longue liaison maritime jusqu'à Singapour, où les conteneurs devaient transborder sur un autre navire en route vers l'Europe. Néanmoins, face à des tensions persistantes et à une pénurie de navires disponibles sur cette route maritime, l'entreprise a dû concevoir un plan alternatif en s'associant à des spécialistes de la logistique nucléaire comme Orano NPS et le transporteur Alistair Group. Ce nouvel itinéraire implique de traverser par la route l'ensemble du territoire zambien pour faire aboutir les cargaisons au port namibien de Walvis Bay, une infrastructure portuaire déjà rompue à ce type d'exportations puisqu'elle gère déjà la production d'autres géants miniers de la région, à l'image du gisement de Langer Heinrich exploité par Paladin Energy.

Du yellowcake aux contrôles : conditionnement et conformité

Le produit qui sort des entrailles de ces mines n'est pas directement injectable dans un réacteur nucléaire. Après avoir extrait, broyé et traité chimiquement le minerai brut à l'aide de procédés de lixiviation et de décantation, les usines minières obtiennent un concentré d'uranium naturel d'aspect poudreux et de couleur jaune, universellement baptisé yellowcake.

Ce composé, qui contient environ 80 à 85 % d'uranium, est classé d'office dans la catégorie des marchandises dangereuses de classe 7, réservée aux matières radioactives. Son conditionnement obéit à des normes draconiennes : la poudre est tassée dans des fûts en acier particulièrement robustes, eux-mêmes consolidés à l'intérieur de conteneurs industriels étanches. Tout au long du parcours, chaque acteur impliqué doit se soumettre à des contrôles radiologiques permanents, garantir la formation spécialisée du



personnel et disposer de plans d'urgence stricts en cas d'incident. Les gestionnaires de transport doivent ainsi valider chaque maillon de la chaîne, en s'assurant que les autorités portuaires et les transporteurs routiers ou maritimes possèdent les licences requises pour manipuler de telles substances.

Une fois que les conteneurs parviennent à destination, généralement dans une usine de conversion située dans un pays industrialisé, la cargaison est réceptionnée, pesée et soumise à des analyses de laboratoire rigoureuses pour attester de sa conformité avec les spécifications contractuelles de l'acheteur. En avril, par exemple, le groupe public français Orano a accepté de recevoir les premiers lots de yellowcake en provenance du Malawi, tout en posant la condition d'analyses approfondies sur les échantillons livrés. Ces tests ont d'ailleurs conduit l'entreprise minière à ajuster ses prévisions, certaines cargaisons initiales ne satisfaisant pas pleinement aux critères techniques très sélectifs exigés par le convertisseur français, obligeant ainsi le producteur à réorienter une partie de ses stocks vers d'autres preneurs sur le marché.

Échanges scripturaux et transformation industrielle

Pour éviter les surcoûts colossaux et les aberrations écologiques et sécuritaires liées à des déplacements transatlantiques permanents de matières radioactives, l'industrie mondiale de l'uranium a développé des mécanismes financiers et logistiques ingénieux, reposant sur des transferts scripturaux et des échanges de localisation. Plutôt que de déménager physiquement des milliers de fûts d'un continent à l'autre, les entreprises procèdent à des jeux d'écritures dans les registres comptables des usines de conversion. Si un producteur minier possède un stock d'uranium immobilisé dans

une installation en France, mais qu'un de ses clients finaux exige une livraison au Canada, il lui suffit de trouver un partenaire disposant précisément de stocks disponibles au Canada et qui cherche à s'implanter en Europe. Les deux entités procèdent alors à un échange croisé de propriété des quantités équivalentes, éventuellement ajusté par une compensation financière. Chacune des parties dispose ainsi immédiatement de la matière là où elle en a réellement l'utilité, sans le moindre mouvement de conteneur en mer. Cette pratique est devenue la norme dans le secteur : le géant chinois CNNC, qui gère la mine de Rössing en Namibie, y recourt régulièrement pour rationaliser ses coûts logistiques, de même que des sociétés comme Paladin ou Lotus Resources, qui gèrent des centaines de milliers de livres d'uranium à travers des systèmes d'échanges croisés et des prêts temporaires de matière entre producteurs pour honorer leurs engagements contractuels sans retard.

La transformation a lieu en dehors de l'Afrique

Une fois la transaction commerciale et logistique finalisée sur le papier, le véritable parcours de transformation industrielle commence pour transformer cette poudre minérale en combustible opérationnel. La première étape industrielle est la conversion, qui consiste à transformer le yellowcake solide en un gaz appelé hexafluorure d'uranium. Ce gaz est ensuite acheminé vers des usines d'enrichissement hautement sécurisées. Cette étape cruciale sert à augmenter artificiellement la proportion d'uranium 235, l'unique isotope fissile capable de maintenir et de contrôler la réaction nucléaire en chaîne, sa concentration naturelle initiale de 0,7 % étant insuffisante pour alimenter la plupart des réacteurs commerciaux. Une fois enrichi, le

gaz est expédié vers une dernière usine de fabrication qui le convertit en une poudre fine, compressée ensuite sous forme de petites pastilles de céramique cuites à très haute température. Ces pastilles sont insérées avec précision dans des tubes métalliques étanches en alliage de zirconium pour former des « assemblages combustibles » de grande taille. Ce sont ces assemblages finaux qui sont transportés par convois spéciaux jusqu'aux centrales nucléaires pour être chargés dans la cuve du réacteur. Le client final de la centrale n'a donc, sur le plan logistique, aucun lien direct avec la mine isolée qui a extrait le minerai brut à l'origine du cycle.

Enfin, il est primordial de souligner un déséquilibre structurel majeur de cette industrie : la majorité de la chaîne de transformation lourde — conversion, enrichissement et fabrication du combustible — se concentre en dehors du continent africain, alors même que l'Afrique abrite des réserves parmi les plus riches et les plus convoitées de la planète. La Namibie s'impose durablement comme le troisième producteur mondial d'uranium, talonnant le Kazakhstan et le Canada. Si de nouveaux projets d'implantation de centrales nucléaires se présentent sur le sol africain, à l'instar du gigantesque chantier de la centrale d'El Dabaa en Égypte ou des réflexions stratégiques menées au Ghana et au Kenya, ces nations devront composer avec une filière de transformation largement dominée par les puissances industrielles historiques. Pour le projet égyptien d'El Dabaa, par exemple, les contrats globaux incluent la fourniture intégrale du combustible par des industriels russes, ce qui confirme le fait que l'accès à l'électricité nucléaire locale ne garantit pas pour autant l'autonomie sur les étapes industrielles les plus complexes de la chaîne de valeur.

R.T

ESPAGNE

VASTE OPÉRATION POLICIÈRE À CEUTA POUR DÉMANTELER LES DERNIERS CAMPEMENTS DE MIGRANTS

Plus de 350 agents de la police nationale espagnole ont été déployés hier à Ceuta pour démanteler les derniers campements de migrants encore présents dans la ville, près de trois mois après les arrivées massives en provenance du Maroc des 30 et 31 juillet, rapporte le quotidien espagnol El País.

Par Yacine Boudali

L'opération, lancée tôt le matin, a visé plusieurs zones, dont les quartiers de Poblado Regulares et Los Rosales, le secteur inférieur du quartier de Príncipe Alfonso, les anciens entrepôts de Tarajal et les abords du Centre de séjour temporaire pour immigrés (CETI), où se situe le campement de La Hípica.

Selon le journal, les forces de police ont mis en place des contrôles aux accès des zones concernées et organisé le transfert des migrants par autobus vers le Centre d'accueil temporaire des étrangers (CATE), situé dans les entrepôts de Tarajal, pour leur identification et les procédures administratives nécessaires. Les mineurs ont, quant à eux, été conduits au siège de la direction



supérieure de la police afin d'accomplir les formalités correspondantes, précise la même source.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre des mesures annoncées

par le ministère espagnol de l'Intérieur pour mettre fin à la présence de migrants vivant dans la rue et dans les zones boisées de la ville, après les arrivées massives de fin

juillet. Le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, avait annoncé de nouvelles opérations visant à libérer les zones boisées avant le 1er novembre.

D'après le dernier bilan officiel cité par El País, 11 756 personnes avaient regagné le Maroc depuis le 10 août, dans le cadre de mesures d'expulsion. Malgré le démantèlement progressif des campements, la situation migratoire à Ceuta demeure préoccupante. Plusieurs migrants se sont déplacés vers les quartiers périphériques et les zones boisées après les précédentes opérations d'évacuation, tandis que des divergences persistent entre le ministère de l'Intérieur et les autorités locales, notamment sur la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Y.B

CISJORDANIE OCCUPÉE

L'UE "CONDAMNE FERMEMENT" L'ATTAQUE D'UNE DÉLÉGATION EUROPÉENNE PAR DES COLONS SIONISTES

L'Union européenne "condamne fermement" l'attaque menée samedi par des colons sionistes en Cisjordanie occupée contre un convoi diplomatique européen, a indiqué dimanche un porte-parole de la diplomatie de l'UE dans un communiqué.

"Nous prenons note positivement des déclarations (...) qui ont condamné ces attaques, mais nous attendons que les responsabilités soient pleinement assumées", a-t-il ajouté. L'UE sou-

haite aussi "des mesures efficaces visant à prévenir la poursuite des actes de violence et du harcèlement violent contre les Palestiniens, notamment pendant la saison en cours de récolte des olives, ainsi que contre les journalistes", selon la même source.

Des colons sionistes ont attaqué samedi un convoi de diplomates européens en visite en Cisjordanie occupée, dans un contexte d'intensification des violences contre la récolte palestinienne

des olives. L'attaque est survenue au lendemain de celle subie par Heidi Levine, une photographe américaine du Washington Post couvrant la récolte des olives, qui a été grièvement blessée par des colons sionistes.

L'UE a de nouveau réaffirmé dimanche qu'elle exhortait l'entité sioniste à "respecter pleinement le droit international" et à "cesser l'extension des colonies".

RI

FRANCE

LES SYNDICATS APPELLENT À UNE GRÈVE GÉNÉRALE LE 5 NOVEMBRE PROCHAIN

Les syndicats français observeront une grève nationale le 5 novembre prochain pour exprimer leur mécontentement face à la cherté de la vie et la dégradation du pouvoir d'achat, une action prévue dans la continuité des manifestations organisées samedi dans plusieurs villes françaises.

La grève du 5 novembre programmée à l'initiative de l'intersyndicale française, verra la participation de travailleurs représentant différents secteurs d'activité à travers le territoire français.

"La grande journée intersyndicale de grève et de manifestation interprofessionnelle du 5 novembre" est l'intitulé choisi pour cette action impliquant plusieurs syndicats dont la Confédération générale des travailleurs (CGT), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Force Ouvrière (FO), l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) et la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Dans un texte publié dimanche sur son site, la CGT assure que la situation difficile que vivent les ménages français est due à une politique gouvernementale favorisant les plus riches. "La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais aux milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale", soutient le syndicat.

"Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance. Pour des services publics accessibles et de qualité, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des

investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre", ajoute le même texte.

La CGT estime que l'urgence actuellement est d'"augmenter le Smic (salaire minimum), le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix".

"Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés", s'étonne la CGT. "Cet argent doit servir à maintenir et à créer des emplois de qualité, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers", préconise le syndicat.

Samedi, des manifestations ont été organisées dans de nombreuses villes françaises. Et les participants représentaient des catégories très variées de la société française. La mobilisation, qui a réuni entre 550.000 personnes, selon le ministère français de l'Intérieur, et 800.000 personnes, selon les organisateurs, rassemblait des lycéens, des étudiants, des salariés et des sympathisants du mouvement des "Gilets jaunes", dans le prolongement de plusieurs semaines de mobilisation lycéenne.

Selon des médias locaux, la police a eu recours, à plusieurs reprises, au gaz lacrymogène contre des manifestants, dès le début de la manifestation à Paris, signalant que les forces de l'ordre ont fait usage de l'engin lanceur d'eau et de gaz lacrymogène.

RI

GHAZA

PLUS DE 2.000 PATIENTS PALESTINIENS DÉCÈDENT EN ATTENDANT UNE ÉVACUATION MÉDICALE

Plus de 2.000 patients palestiniens sont décédés en attendant une évacuation médicale de la bande de Gaza, ravagée par trois ans d'agression sioniste génocidaire, selon la branche gazaouie de l'ONG palestinienne Medical Relief.

Au total, "2027 patients sont décédés alors qu'ils attendaient un traitement et une évacuation depuis octobre 2023", a déclaré Mohammed Abu Afash, directeur de Medical Relief à Gaza, au site The New Arab.

Plus de 21 000 autres patients ont besoin d'une évacuation médicale, a-t-il ajouté, précisant qu'il s'agit notamment de personnes atteintes de cancer, d'insuffisance rénale, de maladie cardiaque et d'autres pathologies nécessitant des soins spécialisés indisponibles à Gaza.

L'accès aux soins en dehors de Gaza reste incertain, même lorsque les patients bénéficient d'une orientation médicale. Le pays d'accueil doit d'abord accepter de prendre en charge un patient, après quoi le dossier est soumis aux autorités d'occupation pour autorisation, explique-t-on.

En janvier, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que plus de 18 500 patients, dont 4000 enfants, avaient encore besoin d'une

évacuation d'urgence. Citant les autorités sanitaires palestiniennes, il a ajouté que 1092 patients étaient décédés alors qu'ils attendaient leur évacuation entre juillet 2024 et novembre 2025.

Les restrictions sionistes sur les évacuations médicales constituent une crise pour les patients atteints de cancer, pour les personnes amputées et pour des milliers d'autres personnes qui ne peuvent pas accéder à des traitements spécialisés en dehors de l'enclave assiégée.

Le poste-frontière de Rafah étant fermé aux évacuations médicales depuis quelques semaines, des Palestiniens gravement malades restent bloqués alors que leur état s'aggrave.

Le ministère de la Santé palestinien a averti que l'évacuation des personnes figurant actuellement sur les listes d'attente pourrait prendre quatre ans dans le cadre du système actuel, voire jusqu'à huit ans à mesure que de nouvelles demandes continuent de s'accumuler.

Parallèlement, les pénuries de médicaments, de matériel médical et de services de diagnostic ont encore affaibli un système de santé dans lequel seuls 227 des 574 centres de soins qui fonctionnaient avant l'agression sioniste restent opérationnels.

RI

COMPÉTITION MONDIALE DE ROBOTIQUE DES LYCÉENS ALGÉRIENS EN OR EN CORÉE DU SUD

L'Algérie s'est illustrée sur la scène internationale de la robotique. Une équipe de cinq lycéens a décroché la médaille d'or lors du concours mondial FIRST Global Challenge 2026, organisé en Corée du Sud. Une distinction qui met en lumière le talent des jeunes Algériens et l'importance de renforcer l'enseignement des sciences et des technologies.

Par Yakout Abina

Une équipe algérienne composée de cinq élèves du cycle secondaire a remporté la médaille d'or lors du concours international de robotique FIRST Global Challenge 2026, organisé récemment à Incheon, en Corée du Sud. Dans un communiqué publié avant hier, le ministère de l'Éducation nationale a salué une performance remarquable, qui témoigne du potentiel des jeunes talents algériens dans les domaines de la robotique et de l'innovation technologique. Selon le ministère, ce succès illustre la capacité des élèves à rivaliser avec leurs homologues du monde entier lorsqu'ils bénéficient d'un encadrement adapté, de formations spécialisées et d'opportunités d'expérimentation. Cette distinction met également en lumière l'importance de renforcer l'enseignement des sciences et des technologies, ainsi que le développement de compétences clés telles que la programmation, la robotique, l'esprit critique et le travail collaboratif. Des savoir-faire jugés essentiels pour permettre aux jeunes de contribuer à l'économie de la connaissance et de s'adapter aux évolutions technologiques à



l'échelle mondiale. Le ministère a exprimé sa fierté à l'égard de cet exploit et a réaffirmé son engagement à soutenir les initiatives scientifiques et technologiques dans les établissements scolaires. Il a également salué les efforts des

enseignants, des encadrants et de l'ensemble des partenaires impliqués dans l'accompagnement des jeunes talents. Organisée du 7 au 10 octobre, cette compétition internationale a rassemblé des équipes représentant près de 190 pays.

L'événement vise à promouvoir les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), tout en encourageant l'innovation, la créativité et l'esprit d'équipe chez les jeunes.

Y.A

7^e ART ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE LES COULISSES D'UN CINÉMA EN PLEINE MÉTAMORPHOSE

Par Salim Nait Ouguelmim

Les effets visuels occupent désormais une place importante dans les productions cinématographiques et télévisuelles, y compris les plus ordinaires. Dans la série française Un si grand soleil, des décors numériques permettent, par exemple, de modifier les paysages visibles depuis les fenêtres des plateaux. Prolonger un décor, effacer un élément indésirable ou remplacer une partie d'une image sont autant d'opérations indispensables, souvent invisibles pour le public.

L'intelligence artificielle (IA) générative ne crée pas ces techniques, mais elle permet d'automatiser certaines tâches afin de réduire les délais et les coûts de production.

Dans Dune : Deuxième Partie, les yeux bleus des Fremen illustrent cette évolution. Pour le premier film, les artistes devaient détourner manuellement les yeux des personnages, en tenant compte des mouvements, des reflets et des éléments masquant les visages. Pour la suite, ils ont utilisé un logiciel capable d'apprendre à partir des images déjà retouchées. Selon son éditeur, Foundry, sur près de 1 000 plans concernés, 40 % n'ont nécessité aucune correction supplémentaire. Les autres ont été ajustés, contribuant à améliorer le modèle. L'IA n'a donc pas inventé cet effet, mais a permis de le reproduire plus rapidement sur un grand nombre d'images.

Le rajeunissement de Tom Hanks et Robin Wright dans le film Here repose sur une technologie plus visible. Des visages générés par des réseaux neuronaux sont intégrés aux prises de vues pour représenter les acteurs à différents âges. Le superviseur des effets visuels Kevin Baillie a expliqué à fguide que des ajustements restaient nécessaires, notamment lorsque les comédiens tournaient fortement la tête. Un écran permettait également de visualiser leur apparence rajeunie pendant le tournage. Au-delà de la ressemblance physique, il faut cependant préserver la cohérence des expressions, des gestes et des attitudes pour rendre la transformation crédible.

La principale difficulté consiste à maintenir l'illusion dans toutes les situations. Un visage convaincant sur une image fixe peut paraître artificiel en mouvement, sous une lumière différente ou lors

d'un changement d'expression. Les spécialistes doivent donc continuer à intervenir pour harmoniser les éléments et corriger les imperfections. Lorsque la prouesse technique attire davantage l'attention que le personnage, l'objectif artistique n'est pas atteint.

L'IA peut aussi rendre accessibles des séquences autrefois trop coûteuses pour certaines productions. Le 17 juillet 2025, Ted Sarandos, dirigeant de Netflix, a cité l'exemple de l'effondrement d'un bâtiment dans la série argentine L'Éternate. Selon lui, l'intelligence artificielle a permis de réaliser cette scène dix fois plus rapidement qu'avec les méthodes traditionnelles. Sans cet outil, son coût aurait dépassé les moyens financiers de la production.

Cette possibilité constitue un avantage concret pour les équipes disposant de budgets limités, qui peuvent ainsi conserver des scènes ambitieuses au lieu d'y renoncer. Toutefois, le chiffre avancé par Netflix concerne une séquence particulière et ne signifie pas que toute la série a été produite dix fois plus vite. La plateforme a annoncé depuis le recours à l'IA générative dans près de 300 productions, signe de l'adoption progressive de ces outils, sans que cela démontre nécessairement leur supériorité artistique.

Les gains de productivité peuvent servir à multiplier les essais, à perfectionner les images ou à créer des décors plus complexes. Ils peuvent également être utilisés pour réduire les dépenses et raccourcir les délais. Le résultat dépendra des décisions des producteurs et des moyens accordés aux équipes pour améliorer leur travail. Rien ne garantit, en revanche, que ces économies entraîneront une diminution du prix des abonnements.

Ces transformations interviennent dans un secteur déjà fragilisé. En France, une étude du Centre national du cinéma et de l'image animée, publiée en janvier 2026, fait état d'une baisse des effectifs en 2024, particulièrement parmi les salariés les moins expérimentés. L'activité internationale a également reculé pour la deuxième année consécutive, dans un contexte de ralentissement de la production, notamment aux États-Unis.

Au Royaume-Uni, le syndicat Bectu s'est mobilisé en février 2025 pour défendre les salariés de Technicolor menacés de licenciement après la mise sous administration de l'entreprise. Le recul des commandes et les difficultés financières des studios participent à cette crise. Il serait toutefois excessif

d'en rendre l'intelligence artificielle seule responsable, faute de preuves suffisantes.

L'automatisation représente néanmoins un défi pour les professionnels. Si certaines opérations sont exécutées plus rapidement, les artistes peuvent consacrer davantage de temps aux aspects créatifs. Mais cette évolution peut aussi réduire le nombre de journées de travail proposées. Les débutants sont particulièrement concernés : si les tâches élémentaires disparaissent, comment pourront-ils acquérir l'expérience nécessaire pour superviser les images et détecter les défauts ? Malgré les progrès techniques, le regard humain demeure indispensable pour repérer les imperfections et garantir la crédibilité des scènes.

Le réalisateur James Cameron souhaite lui aussi exploiter ces technologies pour réduire les coûts de ses films. Membre du conseil d'administration de Stability AI, entreprise à l'origine de Stable Diffusion, il figure également parmi ses investisseurs. Pour Avatar 4 et Avatar 5, sous réserve de leur réalisation effective, il ambitionne de diviser par deux la durée de production et de ramener les coûts aux deux tiers de leur niveau actuel. Dans le balado d'Empire, cité par GamesRadar, il a expliqué rechercher des technologies capables d'atteindre ces objectifs. Les méthodes envisagées et les usages précis de l'IA pour ces suites n'ont cependant pas encore été dévoilés.

L'intelligence artificielle présente donc un intérêt réel lorsqu'elle simplifie les opérations répétitives, comme le détourage ou les retouches réalisées image par image. Elle peut libérer du temps pour les artistes, à condition que les économies réalisées servent aussi à améliorer la qualité des productions.

Donner vie à une créature, transmettre une émotion par une expression ou concevoir un décor convaincant nécessite toujours des choix artistiques, des essais et des corrections. Les animateurs et les spécialistes des effets visuels restent essentiels à cette création.

L'automatisation peut les aider à se concentrer sur les aspects les plus exigeants de leur métier, mais vouloir les remplacer serait une erreur, autant sur le plan artistique qu'économique. Même si James Cameron réduit les coûts de fabrication de l'univers de Pandora, il aura toujours besoin de ces professionnels pour donner au public l'envie de le retrouver.

S.N.O

ENVIRONNEMENT MARIN DES FILETS RETIRÉS DU FOND DE LA MER

Au large des côtes d'Oran, des membres de l'association écologique marine "Barbarous" ont procédé au relevage de filets de pêche délaissés, communément appelés "filets fantômes", comme l'a rapporté Amine Chakouri, secrétaire général de l'association.

Par Saïd Slimani

Réalisée samedi avec le concours de la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran ainsi que du Laboratoire des sciences et de l'ingénierie marines (LSIM), cette action a rassemblé 12 plongeurs. Ces derniers ont réussi à remonter une portion de ces engins submergés à 20 mètres de profondeur, sur une étendue globale évaluée à 120 mètres, selon la même source.

L'opération a été effectuée depuis le voilier de l'association CSA Barbarous. Le retrait du reste des filets délaissés est programmé pour les jours à venir, a-t-on fait savoir.

De tels équipements représentent un danger pour les êtres vivants marins, car ils peuvent emprisonner diverses espèces aquatiques, participant de ce fait à l'appauvrissement des écosystèmes marins.

Cette initiative entre dans le cadre des actions visant à protéger le milieu marin et à combattre les diverses formes de pollution et de dégradation des fonds sous-marins, grâce à la mobilisation des acteurs associatifs, scientifiques et institutionnels impliqués dans la sauvegarde du littoral.

Elle souligne aussi l'importance de la concertation entre les différents protagonis-



nistes afin de diminuer les dangers qui pèsent sur la biodiversité marine et d'encourager des comportements respectueux de

l'environnement, met-on en avant.

S.S

AFRIQUE DU SUD UN PÈRE ET SON FILS SAUVENT DES COLONIES D'ABEILLES SAUVAGES

En Afrique du Sud, près du Cap, un père et son fils se mobilisent pour sauver des colonies d'abeilles sauvages installées dans les zones résidentielles. Leur initiative vise à protéger les habitants tout en préservant ces insectes essentiels à la biodiversité. À Somerset West, quelque 40 000 abeilles avaient élu domicile dans une structure de jardin en béton. Plutôt que de les exterminer, les responsables du site ont fait appel à Lourens Kruger et à son fils Dylan, spécialisés dans le déplacement des colonies sauvages. Depuis 2018, leur organisation, Cape Honeybee Conservancy, a relogé plus de 250 colonies découvertes dans des maisons, des plafonds, des murs ou encore des arbres. Selon Lourens Kruger, la présence d'abeilles à proximité des habitations suscite des inquiétudes, notamment chez les familles avec de jeunes enfants. Les risques de piqûres, parfois mortelles pour les animaux, expliquent pourquoi certaines colonies sont considérées comme dangereuses. Pourtant, la plupart des abeilles sauvages vivent sans perturber les habitants. Mike Allsopp, chercheur au Conseil sud-africain de la recherche agricole, souligne que certaines colonies peuvent rester installées pendant des décennies sans même être repérées par les propriétaires.

Des refuges agricoles pour préserver la biodiversité

Le sauvetage de ces insectes nécessite une intervention minutieuse. Les apiculteurs transfèrent les rayons contenant la reine et les larves dans une nouvelle ruche. Les autres abeilles rejoignent ensuite progressivement la colonie. Pour leur offrir un environnement adapté, Lourens Kruger a créé six refuges dans des exploitations agricoles de la région. Parmi eux figure le domaine viticole biologique de Radford Dale, à Elgin, qui accueille déjà neuf ruches provenant de zones urbaines. « Les vignobles n'ont pas nécessairement besoin des abeilles pour leur pollinisation, mais elles jouent un rôle essentiel dans l'écosystème agricole », explique Jeanne Joubert, responsable marketing du domaine. L'absence de pesticides et d'herbicides dans cette exploitation biologique offre aux colonies relogées un environnement plus sûr. Indigènes à la région du Cap, ces abeilles contribuent à la pollinisation des plantes sauvages et des cultures agricoles. Leur déplacement permet ainsi de limiter les risques pour les habitants sans sacrifier leur rôle dans la préservation de la biodiversité.

R.ENV

FORÊTS ASIATIQUES LES ORANGS-OUTANS SUR LE CHEMIN DE L'EXTINCTION ?

Par Chaimaa Sadou

Les incendies qui ravagent plusieurs régions d'Indonésie menacent directement la survie des orangs-outans, déjà classés en danger critique d'extinction. À Bornéo, des dizaines de ces primates ont été secourus, tandis que les fumées toxiques dégradent la qualité de l'air et affectent plusieurs pays d'Asie du Sud-Est.

Les incendies de forêt qui frappent l'Indonésie continuent de menacer sa biodiversité. Dans le Kalimantan, sur l'île de Bornéo, des opérations menées conjointement par les autorités de conservation et des organisations environnementales ont permis d'évacuer des dizaines d'orang-outans. Selon l'agence de conservation des ressources naturelles du Kalimantan occidental et l'ONG YIARI, 51 orangs-outans ont été secourus dans cette région entre le 6 août et le 10 octobre 2026. À l'échelle du Kalimantan, le bilan pourrait atteindre 96 primates, selon les données du ministère indonésien des Forêts. Classés en danger critique d'extinction, les orangs-outans comptent parmi les espèces les plus menacées. Leurs habitats naturels, les forêts tropicales de Bornéo et de Sumatra, subissent les effets de la déforestation et des incendies récurrents. En détruisant la végétation et les sources de nourriture, les flammes contraignent les animaux à quitter leur milieu naturel et les exposent davantage aux activités humaines. La protection de ces espaces forestiers reste ainsi essentielle à la survie de l'espèce.

Parmi les dernières interventions figure le sauvetage d'un mâle de 20 ans retrouvé dans le village de Hampangen, dans le Kalimantan central. La Borneo Orangutan Survival Foundation, l'agence de conservation du Kalimantan central et le WWF Indonésie ont anesthésié l'animal avant de lui faire subir un examen vétérinaire complet. Il a ensuite été transféré vers un centre de réhabilitation. « Le processus d'évacuation s'est déroulé avec la plus grande prudence », ont précisé les

trois organisations, soucieuses de limiter les risques pour des animaux déjà fragilisés par les incendies et la fumée. Une fois soignés, les primates doivent pouvoir retrouver, lorsque leur état le permet, un environnement adapté à leurs besoins.

Les conséquences dépassent toutefois la seule faune sauvage. Les fumées des incendies dégradent la qualité de l'air en Indonésie et dans les pays voisins, notamment en Malaisie, à Singapour et au Timor oriental. Elles favorisent les troubles respiratoires, entraînent des restrictions d'activités en plein air et ont conduit à la fermeture d'établissements scolaires dans les zones touchées. Les transports sont également affectés : selon le ministère indonésien des Transports, environ 2 400 vols ont été perturbés dans le pays depuis la mi-août. Cette pollution transfrontalière illustre les conséquences régionales de feux qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales.

La sécheresse accentue les risques, notamment dans les tourbières asséchées, où les matières végétales accumulées dans le sol peuvent brûler et entretenir les incendies. Ces feux libèrent d'importantes quantités de fumée et de gaz à effet de serre, aggravant la pollution atmosphérique et contribuant au réchauffement climatique. Les pratiques de défrichement par le feu peuvent également favoriser leur propagation.

Si les opérations de secours permettent de mettre des animaux à l'abri, elles ne suffisent pas à enrayer la dégradation de leur habitat. La prévention des incendies, la restauration des zones forestières et la protection des espaces naturels demeurent indispensables pour préserver la biodiversité. Au-delà du sort des orangs-outans, cette crise rappelle que la sauvegarde des forêts constitue aussi un enjeu majeur pour la santé des populations et l'équilibre climatique. Protéger ces milieux, c'est préserver les espèces qui en dépendent et réduire les risques liés aux futures catastrophes environnementales.

C.S

CLÔTURE DU 4^e FORUM DU MOUVEMENT ASSOCIATIF ET DE LA CITOYENNETÉ À ALGER

LES JEUNES POUR UNE SOCIÉTÉ SANS DROGUES

La 4^e édition du Forum du mouvement associatif et de la citoyenneté a été clôturée hier. Un événement organisé sous le patronage du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, et du ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi.

Par Ikram Haou

Cette édition, qui a débuté samedi dernier à Alger sous le slogan « Une jeunesse consciente, une société sans drogues ». Les participants y ont mis l'accent sur la dangerosité des drogues et sur le rôle actif du mouvement associatif, en coordination avec les différents acteurs, dans le renforcement de la prévention contre ce fléau.

La rencontre a réuni les représentants des secteurs concernés et du mouvement associatif, ainsi que des experts et des universitaires, soit 300 personnes issues de 40 wilayas. Les participants ont partagé leurs expériences et croisé leurs points de vue afin d'ajuster leurs décisions face à une problématique sociétale majeure. L'objectif était également de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de développer des mécanismes pratiques et efficaces de prévention contre les drogues et de protection des jeunes.

Plusieurs thématiques ont été abordées durant ce forum, notamment celles relatives aux mesures prises pour lutter contre les stupéfiants et prévenir leur consommation, ainsi que la formulation de propositions concrètes dans ce domaine.

Il convient de rappeler que, lors de l'allocution d'ouverture de cette édition, le directeur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de la wilaya d'Alger, M. Adel Tedjar, a expliqué que l'objectif d'organiser cette édition était de mettre l'accent sur la dangerosité des drogues et des psychotropes, sur les capacités de la jeunesse et sur la stabilité de la société. Dans ce cadre, il a insisté sur l'intensification des efforts, la complémentarité des rôles et la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour faire face à ce phénomène, soulignant que « nous sommes tous responsables ». Il a ajouté que ce forum illustre le rôle central et actif du mouvement associatif de jeunesse et sportif en tant que partenaire essentiel sur le terrain en matière de prévention et de lutte.

Selon le ministre, la prévention de la jeunesse contre ce phénomène commence par la dynamisation et l'animation des différents espaces spécialisés pour les jeunes et des espaces de proximité, afin d'en faire des lieux accueillants proposant des activités sportives, culturelles et de volontariat.

En outre, des séances et des ateliers interactifs ont été organisés lors de ce forum afin de trouver



des mécanismes d'action sur le terrain, d'établir des partenariats durables, de renforcer le mouvement associatif et de faire des jeunes des acteurs dans l'élaboration des solutions et la protection de leur société.

D'autre part, le wali délégué de la circonscription administrative de Bouzaréah, M. Mourad Rabah Yezza, représentant le ministre wali d'Alger, a déclaré que ce forum est un espace de dialogue, d'échange d'expériences et d'unification des efforts entre les différents acteurs. Il a ajouté que de telles initiatives aident à sensibiliser, à renforcer la

culture citoyenne ainsi qu'à ancrer les valeurs de responsabilité, et encouragent les jeunes à participer aux activités culturelles et sportives.

Il a également ajouté que la wilaya d'Alger accorde une grande importance à ce type d'initiatives qui servent à protéger les jeunes contre le fléau de la drogue, précisant qu'il s'agit d'une responsabilité collective qui exige une action de terrain continue et une coordination permanente entre les différents secteurs, les collectivités locales et les associations actives.

I.H

DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DU SEIN UN PROGRAMME AVANCÉ DE DIAGNOSTIC TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

Le service d'oncologie de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Dr-Saâdane de Biskra abrite une unité pilote de dépistage précoce du cancer du sein qui offre, dans le cadre d'un programme avancé de diagnostic, des services de santé gratuits et complets tout au long de l'année. Le chef du service de la prévention à la direction de la santé et de la population (DSP), Oussama Wael Bouhental, a précisé, dimanche que cette unité, créée à la fin de l'année dernière dans le cadre d'un programme visant à prendre en charge les femmes atteintes d'un cancer du sein, dispose d'équipements modernes pour le dépistage précoce de ce type de tumeurs et offre des services complets incluant le dépistage, la sensibilisation et le suivi des patientes. Il a ajouté que cette structure de santé accueille les femmes souhaitant dépister cette maladie et les prend en charge à travers un parcours de santé qui commence par l'accueil et l'enregistrement, suivi d'un premier examen comportant une mammographie qui détermine la présence ou non d'une tumeur maligne. En cas de suspicion, après les examens et la collecte d'échantillons, de la présence d'un cancer, les résultats des radiographies sont envoyés pour une seconde lecture et un avis à des médecins spécialistes expérimentés du centre Pierre-et-Marie-Curie, à Alger. En cas de confirmation, une prise en charge complète est assurée, incluant un suivi psychologique, une nutrition adaptée et le traitement selon chaque cas clinique, a ajouté la même source. L'unité, équipée de matériel médical et de laboratoire nécessaires, est encadrée par un personnel médical et paramédical spécialisé qui travaille toute l'année pour l'accueil et les examens au moyen d'équipements modernes, ainsi que de psychologues qui prennent en charge les patientes, selon M. Bouhental.

Cette unité contribue également, aux côtés de l'unité d'oncologie médicale de l'EPH Dr-Saâdane, à la gestion des campagnes de sensibilisation et à la diffusion d'informations sur l'ensemble de la wilaya, a conclu le chef du service de la prévention.

RS

UNIVERSITÉ /OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES INSTALLATION DE COMMISSIONS MIXTES POUR RENFORCER LEUR PARTENARIAT

Des commissions mixtes entre opérateurs économiques activant dans la région et des facultés de l'université KasdiMerbah d'Ouargla (UKMO) portant sur l'impulsion de la dynamique de développement socioéconomique ont été installées à Ouargla, a-t-on appris dimanche du recteur de l'UKMO.

Intervenant en application des directives des hautes instances du pays, l'initiative, et au lendemain de la rencontre du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec les opérateurs économiques, permettra à l'UKMO de lancer des actions opérationnelles à même de consolider son ouverture sur son environnement socioéconomique, selon une approche axée sur la mise en adéquation des spécialités d'ensei-

gnement universitaire avec la nature des activités des entreprises économiques et leurs technologiques.

L'installation de ces commissions a pour objectif l'accompagnement des projets innovants et des startups, en vue de contribuer à la valorisation des débouchés de la recherche scientifique, l'amélioration de l'employabilité des promus universitaires et l'implication des compétences universitaires dans l'essor économique local et national.

Dans ce contexte, le recteur de l'UKMO, Mohamed Tahar Hallilet, a affirmé que cette initiative revêt une grande importance, eu égard à la position stratégique de cette institution universitaire à Ouargla, avec l'existence d'un important tissu industriel et économique dans

la région dans les secteurs de l'énergie, des services industriels, de l'agriculture et des nouvelles technologies, susceptibles d'ouvrir des perspectives de partenariats de qualité alliant capital académique et expériences pratiques des entreprises économiques.

Le recteur a mis en avant aussi l'important passage de la coopération traditionnelle à un véritable partenariat productif, université-opérateurs, à travers l'examen des contraintes techniques et industrielles rencontrées par les opérateurs économiques, l'encouragement des laboratoires à trouver des solutions innovantes, le montage de projets de recherches mixtes et la suggestion de sujets de thèses de doctorat répondant aux besoins des entités économiques.

RS

FOOT/LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE - 2E TOUR PRÉLIMINAIRE

DÉFAITE DU MC ALGER FACE À ENUGU RANGERS (2-0)

Le MC Alger s'est incliné face à la formation nigériane d'Enugu Rangers (2-0) en match comptant pour la manche aller du 2e tour préliminaire de la Ligue des Champions, disputé ce dimanche au stade Nnamdi Azikiwe (Enugu).

Amoindri par l'absence de nombreux joueurs, dont le capitaine d'équipe Ayoub Abdellaoui, le Mouloudia a visiblement fait les frais de ces défections en rasant sa manche aller. Pourtant, les Vert et Rouge avaient réussi à tenir le match nul avant de sombrer lors des dix dernières minutes en encaissant un premier but sur penalty à la 83e minute, par Uwana, et une seconde réalisation quatre minutes plus tard par Temitope (87').

À noter que le Doyen a

disputé la première mi-temps en supériorité numérique après l'expulsion de Jimoh à la 13e minute, avant que Benhaoua ne soit lui aussi sommé de quitter la pelouse à la 53e minute.

En dépit de cette défaite, les chances des camarades de Naidji de passer à la phase de poules sont toujours intactes, à condition de sortir le grand jeu lors de la manche retour prévue le 23 octobre au stade Ali-Ammar de Douéra (Alger).

RS



FOOT/ QUALIFICATIONS CAN U23 (ALGÉRIE)

LE CALENDRIER DE LA DOUBLE CONFRONTATION FACE À L'ESWATINI DÉVOILÉ (FAF)

La sélection algérienne de football des moins de 23 ans (U23) est désormais fixée sur les dates de sa double confrontation face à l'Eswatini, pour le compte du deuxième tour préliminaire des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027 de la catégorie.

Le match aller se jouera le mercredi 11 novembre prochain au Somholo national stadium à Lobamba (15h00, heure algérienne), alors que la seconde manche est fixée au lundi 16 novembre au stade olympique du 5-Juillet à Alger (18h00), a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dimanche dans un communiqué.

Pour préparer ces deux rendez-vous, les joueurs du sélectionneur national Rafik Saïfi, ont effectué le mois dernier un stage en Afrique du Sud, ponctué par deux matchs amicaux face à la sélection locale : défaite 3-1 puis match nul 1-1.

Avant de rallier l'Afrique du Sud, la sélection algérienne avait bouclé la semaine dernière son premier stage entamé à Alger le 21 septembre dernier, dans le cadre de son programme de préparation. Pour rappel, l'équipe nationale a été exemptée du premier tour préliminaire, alors que l'Eswatini s'est qualifié aux dépens du Malawi (aller : 1-0, retour : 1-1).

RS

FOOT/LIGUE 1 MOBILIS - MISE À JOUR

LES DATES DES MATCHS MCA-MCO ET JSS-USMK CONNUES

Les matchs en retard MC Alger - MC Oran et JS Saoura - USM Khenchela, comptant respectivement pour la première et la deuxième journée de Ligue 1 Mobilis, se joueront les 4 et 13 novembre prochains, a annoncé dimanche la Ligue de football professionnel (LFP). Le coup d'envoi du choc MCA-MCO sera donné à 20h00, au stade Ali-Ammar de Douéra (Alger), alors que le duel JSS-USMK débutera à 18h00, au stade du 20-Août-1955 de Béchar.

Initialement prévus en tout début de saison, ces deux matchs n'avaient pu se jouer dans les temps, en raison de la participation du Mouloudia et du club bécharien à la phase préliminaire de la Ligue des champions. Même en comptant trois

matchs en retard, le MCA occupe actuellement une confortable cinquième place, avec sept points, alors que la JSS, qui ne compte que deux matchs en retard, a connu des débuts un peu plus difficiles dans cet exercice 2026-2027, en étant 14e, avec seulement deux unités au compteur. Les prochains matchs du MCA et de la JSS s'annoncent relativement difficiles, même s'ils auront l'avantage du terrain, car le Doyen est appelé à défier les gars d'El Hamri, actuellement co-leaders avec le CRB, alors que la formation bécharienne est appelée à accueillir l'USMK, une coriace équipe, qui voyage relativement bien (10e, 5 pts).

RS

FOOT / LIGUE 2 AMATEUR (6E JOURNÉE)

LE RC KOUBA CALE À DOMICILE FACE À L'ASM ORAN (0-0) ET LAISSE FILER L'USM BLIDA

Le RC Kouba s'est neutralisé à domicile avec l'ASM Oran (0-0), lors d'un match disputé dimanche après-midi au stade Mohamed-Benhaddad de Kouba, pour le compte de la sixième journée de Ligue 2 amateur de football (Groupe Centre-Ouest), qui a vu l'AS Khroub l'emporter difficilement contre la JSM Skikda (2-1), dans l'autre duel au sommet. Malgré une assez nette domination et devant son public, le Raed a dû se contenter finalement d'un nul vierge face aux Asémistes (0-0). Ce faux pas à domicile a été lourd de conséquences sur son classement, car il a permis à l'USM Blida de prendre une avance de deux longueurs en tête. Le club de la Ville des Roses s'était emparé du leadership du Groupe Centre-Ouest la veille, en battant le NA Hussein Dey (3-0), en ouverture de cette sixième journée, enfonçant par la même occasion le Nasria, chez lequel plus rien ne semble aller pour le mieux, avec déjà quatre défaites en six matchs. Un triste bilan qui le place à une modeste 10e place au classement général, avec six unités.

De son côté, la JSMS avait commencé par mener au score, avant de subir un retour de l'ASK, qui a réussi à la renverser (2-1) et à la rejoindre par la même occasion à la quatrième place du classement général, ex aequo avec neuf points chacun.

Autre bonne performance réalisée samedi dans le Groupe Centre-Ouest, la victoire en déplacement du MC Saïda chez le MC El Bayadh (1-2), qui le propulse direc-

tement à la troisième place du classement général, avec treize unités. Le carton du jour est quant à lui à mettre à l'actif de la JSM Tiaret, qui a atomisé le néo-promu JS Taghit sur son propre terrain, sur le score sans appel de six buts à zéro. Une importante victoire pour la formation tiarite, car elle lui permet de quitter le bas du classement pour la première fois depuis l'entame de la saison et de se placer à la 13e place, avec quatre points.

Une place qu'elle partage ex aequo avec le WA Tlemcen, qui a enchaîné une deuxième défaite consécutive après celle concédée face à l'USM Blida, en s'inclinant cette fois chez l'ES Mostaganem (2-0). De son côté, l'IRB Sidi M'Hamed Benali a pleinement profité de l'avantage du terrain pour surclasser l'ESM Koléa (3-1) et rejoindre provisoirement l'USM El Harrach à la sixième place, avec dix points chacun. Cependant, les Jaune et Noir comptent un match en moins, puisqu'ils ne joueront que lundi, en se déplaçant chez le GC Mascara, avec la possibilité de recoller au peloton de tête en cas de victoire, alors que la lanterne rouge, le RC Arbaâ, sera appelé à recevoir le WA Mostaganem. Dans le Groupe Centre-Est, et contrairement à son homologue blidéen à l'Ouest, l'USM Annaba n'a pas su profiter de l'avantage du terrain pour reprendre le leadership, se contentant d'un nul vierge face au CA Batna, résultat qui la maintient finalement à la deuxième place du classement général, avec onze points. L'USMA compte ainsi une longueur de retard sur

le MSP Batna qui, de surcroît, a un match en moins puisqu'il ne jouera que lundi, en accueillant le MO Béjaïa. Une situation qui devrait lui offrir une sérieuse opportunité de creuser l'écart, même si le MOB (8e, 7 pts) est loin d'être une proie facile. Dans les autres matchs de ce groupe, l'US Chaouia a difficilement dominé le NRB Telleghma (1-0), tandis que le Paradou AC s'est offert un gros bol d'air en battant la lanterne rouge, la JSD Jijel (2-0). De son côté, le NC Magra a éprouvé des difficultés pour venir à bout de l'IRB Nezla (1-0), un succès qui a permis aux Bleu et Blanc de rejoindre l'USM Annaba à la deuxième place du classement général, avec dix points chacun. Pour sa part, et même s'il continue à livrer de belles prestations, l'IRB Nezla reste scotché à la 14e place, avec quatre unités au compteur.

Les péripéties de cette sixième journée se poursuivront lundi, avec le déroulement des trois derniers matchs inscrits à son programme, à savoir : MSP Batna – MO Béjaïa, NRB Béni Oulbane – MO Constantine et JS Azazga – CR Béni Thour.

Là aussi, il y aura des enjeux différents, entre clubs du haut de tableau qui convoitent le leadership et certains mal classés qui tablent sur un bon résultat pour s'extirper de la zone rouge.

Tous les matchs débiteront à 15h00, selon la programmation de la LNFA.

RS

BOXE/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SENIORS

AICHOUNE (-52 KG) ET RAOUAS (-54 KG) EN DEMI-FINALES

Les boxeuses algériennes Aichoune Malak (-52 kg) et Raouas Douaa (-54 kg) ont composé leur billet pour les demi-finales des Championnats d'Afrique (messieurs et dames) qui se déroulent du 15 au 28 octobre à Nairobi (Kenya).

Les deux Algériennes se sont imposées respectivement face à la Béninoise Assogba Pauline (5-0) et

la Nigériane Aish Gbaamosi (5-0). Chez les messieurs, Yaiche Youcef Islam (-70 kg) montera sur le ring face au Rwandais Kazung Frank, alors qu'Abdou Mustapha (-80 kg) affrontera l'Egyptien El Salamony Ali. Dans la catégorie des moins de 85 kg, Maoui Mohamed sera opposé à un boxeur tanzanien.

Sous la conduite des entraîneurs Khaled Harima,

Mohamed Allalou et Benyettou Imad, 13 pugilistes algériens (8 messieurs et 5 dames) prennent part au rendez-vous africain de Nairobi. Lors de la précédente édition organisée en 2023 à Yaoundé (Cameroun), l'Algérie avait terminé à la 3e place africaine avec un total de sept médailles (4 or, 2 argent et 1 bronze).

RS

8^e ÉDITION DU GRAND PRIX ASSIA DJEBBAR TROIS ROMANCIERS RÉCOMPENSÉS POUR LEURS ŒUVRES LITTÉRAIRES

Les lauréats du Grand Prix Assia Djebbar, dans sa 8^e édition, ont été dévoilés lors d'une cérémonie organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, à Alger, sous le slogan « Dans la mémoire, les racines de demain ».

Par Malika Azeb

Le Grand Prix Assia Djebbar, dédié au président de la République, a été décerné aux romanciers Sara Mohamed Mariche, Farida Sahoui et Hosni Kitouni pour leurs œuvres littéraires écrites respectivement en langues arabe, tamazight et française.

La cérémonie de remise des prix, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, du chargé de mission à la présidence de la République, Abdelwahab Boukrouh, du président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid, du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, de l'ancienne ministre, moudjahida et écrivaine Zhor Ounissi, aux côtés de hauts responsables de divers secteurs et de personnalités littéraires, politiques et médiatiques.

En langue arabe, le grand prix



a été attribué à Sara Mohamed Mariche pour son œuvre « Er'rafra » (Chronique de la légende de la montagne), publiée aux éditions « Nemoris ». En langue amazighe, le grand prix est re-

venu à l'ouvrage de Farida Sahoui, « Aggus », édité par les éditions « Talsa ».

Tandis que, dans la catégorie des romans écrits en langue française, le grand prix a été décerné

à l'écrivain Hosni Kitouni pour son roman « Ce que la mort m'a pris de toi », paru chez Casbah Éditions.

Le jury, présidé par Hakim Miloud, était composé de neuf membres, à raison de trois par langue : pour l'arabe, Mustapha Madi, Hamid Bouhabib et Cherif Meribai ; pour le tamazight, Ahcene Mariche, Koussaila Alik et Idir Belali ; et pour le français, Maissa Bey, Merieme Guemache et Leila Hamoutene.

Cette édition a été marquée par la présentation du trophée officiel du Grand Prix Assia Djebbar, dévoilé à l'occasion de la cérémonie et qui sera attribué lors des éditions futures.

Ce trophée a été dédié au président de la République en reconnaissance de son soutien à cette distinction littéraire en particulier et à la culture en général.

Ce grand prix a été institué en 2015 en hommage à la mémoire de la femme de lettres et académicienne algérienne Assia Djebbar (1936-2015), figure majeure de la littérature algérienne.

MA

TRADITIONS LANCEMENT DES FESTIVITÉS POPULAIRES ET PATRIMONIALES "OULED SIDI OTHMANE"

Les festivités populaires et patrimoniales "Ouled Sidi Othmane" ont débuté, vendredi dans la commune d'Oued El Abtal, dans la wilaya de Mascara, en célébration de l'arrivée de l'automne et le début de la saison labours-semailles. La première journée de cette manifestation, organisée, comme chaque année, par les notables et les représentants de la région de "Sidi Othmane", en collaboration avec plusieurs associations locales activant dans la commune d'Oued El Abtal, a été marquée par des spectacles folkloriques animés par des troupes locales. Des jeux de fantasia ont également été organisés, ainsi qu'un concours visant à élire le plus beau cheval de chaque famille de la région. A cette occasion, une grande tente a été dressée pour accueillir une exposition de produits artisanaux traditionnels, notamment des

objets fabriqués à partir d'alfa et de doum, des poteries, des tapis, des vêtements traditionnels et d'autres articles.

La première journée de ce rendez-vous populaire et patrimonial a attiré une foule nombreuse de citoyens venus de différentes localités de la wilaya, ainsi que des wilayas voisines, notamment Tiaret, Relizane et Sidi Bel-Abbes. Le programme de cette manifestation, qui s'étale sur deux jours, prévoit également un tournoi de jeux traditionnels auquel participeront plusieurs équipes locales de la commune d'Oued El Abtal. Des séances de récitation collective du Saint Coran, ainsi que des invocations et des chants religieux, sont également programmées avec la participation des étudiants de la zaouia "Cheikh Moulay Taye", située dans la région de "Sidi Othmane", selon les

organisateurs. Cette manifestation patrimoniale constitue également une occasion pour les habitants de la région de "Sidi Othmane" de faire découvrir aux visiteurs leurs plats traditionnels, notamment le couscous, préparé en l'honneur des invités venus de différentes régions de la wilaya et des wilayas voisines. Dans une déclaration à l'APS, le représentant de la région de "Sidi Othmane" et l'un de ses notables, Rezine Baghdad, a indiqué que cette manifestation constitue une occasion privilégiée de faire connaître la région aux visiteurs et de leur faire découvrir les coutumes et les traditions de ses habitants. Elle permet également de redynamiser les activités artisanales qui ont fait la renommée de la région, notamment la fabrication d'objets en alfa et en doum, ainsi que la poterie.

R.C

POUR L'HISTOIRE ET LES GÉNÉRATIONS FUTURES L'ASSOCIATION CINÉMATOGRAPHIQUE "LUMIÈRES" COMMÉMORE LES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

L'association cinématographique "Lumières" a organisé, samedi à Alger, une rencontre historique et culturelle à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, marquant le 65^e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961. La rencontre, organisée au siège de l'association, s'est ouverte par l'intonation de l'hymne national, suivie d'une allocution de l'artiste Abdelhamid Rabia, dans laquelle il a rappelé les massacres et les crimes odieux commis contre les manifestants algériens pacifiques à Paris, le 17 octobre 1961, par la police parisienne, sur ordre du préfet de police Maurice Papon.

A cette occasion, une récitation poétique a été donnée par le poète populaire de la Casbah, Omar Chablabi, à travers un poème qui rend hommage aux Chouhada et aux

héros de la Glorieuse Révolution de libération nationale, ainsi qu'aux chefs des résistances populaires depuis le début de l'occupation. Un film documentaire intitulé "Le cinéma et la Révolution", d'une durée de 18 minutes et produit par l'association, a également été projeté.

Cette œuvre vient sur "une caravane culturelle organisée en 2012 en collaboration avec le secrétariat d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, qui avait conduit des membres de l'association, parmi lesquels des comédiens, des réalisateurs et des techniciens, en France, où une halte de recueillement avait été organisée, le 17 octobre, sur le lieu des massacres", a déclaré le président de l'association, Amar Rabia. Les organisateurs ont aussi programmé la

projection d'un autre film documentaire de 70 minutes, intitulé "Octobre à Paris" (1962), du réalisateur français Jacques Panijel. Cette œuvre met en lumière les massacres du 17 octobre 1961. Interdit en France, le film n'a été autorisé à la projection qu'en 1973.

Cette rencontre a connu la participation de nombreux artistes, qui sont intervenus pour évoquer l'histoire de l'association, le cinéma algérien ainsi que les massacres du 17 octobre 1961, à l'instar d'Abdenour Chelouche et de Sid Ali Bensalem. La matinée de cette rencontre a été consacrée à des portes ouvertes au siège de l'association, avec un programme de chants patriotiques et diverses expositions de photographies et d'archives.

R.C

CINÉMA RENCONTRE NATIONALE DU COURT-MÉTRAGE À MASCARA

Les éliminatoires de wilaya de la Rencontre nationale du court-métrage ont été organisées, samedi à la maison de jeunes "Chahid Semmache-Saïd" de Mascara, à l'initiative de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), a-t-on appris auprès de cette direction.

A l'issue de ces éliminatoires, le jeune Ahmed Abderrezak, adhérent au complexe sportif de proximité "Chahid El-Hachemi-Boumediene", dans la commune de Mohammadia, a décroché la première place, grâce à son court-métrage intitulé "Des jeunes face au danger de la toxicomanie", a précisé la même source à l'APS.

Le lauréat s'est ainsi qualifié pour prendre part à la Rencontre nationale du court-métrage, prévue du 31 octobre au 4 novembre 2026 dans la wilaya de Laghouat.

Le classement a été établi par un jury composé d'encadreurs des clubs audiovisuels des établissements de jeunesse de la wilaya, ainsi que de cadres de la DJS et de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ).

Organisées par la DJS, en coordination avec l'ODEJ et la Ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques de la jeunesse, ces éliminatoires ont enregistré la participation de cinq adhérents aux clubs audiovisuels relevant des établissements de jeunesse des communes de Mascara, Mohammadia, Hachem, Sig et Ghriss, a indiqué la même source. Cette manifestation vise à valoriser et à promouvoir les créations des jeunes adhérents des structures de jeunesse de la wilaya dans le domaine de la réalisation de courts-métrages traitant de thématiques de sensibilisation, ont indiqué les organisateurs.

R.C

CRISE UKRAINIENNE

POURQUOI CETTE UNANIMITÉ DE TOUS LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX?

Régulièrement, à chaque sommet, les 27 dirigeants des États membres de l'Union Européenne affirment leur solidarité pleine et entière avec l'Ukraine, et assurent le dirigeant du régime ukrainien de leur soutien militaire et financier total. Le seul pays qui manifestait quelques réticences, la Hongrie, a été, depuis, remis à sa place et adhère désormais au discours dominant à Bruxelles.

Par MARC Jean
In mondialisation.ca, 17 octobre 2026

Un jour, lorsque les historiens se pencheront sur ce conflit, nul doute qu'ils s'interrogeront sur les raisons pouvant expliquer l'irrationalité totale de décisions à l'encontre des intérêts économiques de l'Occident.

Les causes de ce conflit ont été expliquées à de multiples reprises par des experts compétents. Les commentaires d'un éminent spécialiste, le professeur John Mearsheimer, analysent avec pertinence les raisons profondes de cette guerre. Nous invitons nos lecteurs à s'y référer.(1)

La question que doit ou devrait se poser chaque citoyen après lecture de ce document, c'est de savoir ce qui détermine la politique suivie par les dirigeants occidentaux, tous alignés comme un seul homme derrière le narratif officiel. On en trouve le résumé parfait dans les propos de Josep Borrel. [Image à droite: Borrel et Zelinsky] « Si Vladimir Poutine « gagne cette guerre et conquiert l'Ukraine et met en place un régime fantoche à Kiev, comme celui que nous voyons déjà au Belarus, cela ne s'arrêtera pas là », a déclaré le chef de la diplomatie européenne le jeudi 14 mars 2024.(2) Depuis, le même discours présentant la défense de l'Ukraine comme une défense de l'Europe contre l'expansionnisme russe, est la seule et unique justification du soutien total à l'Ukraine.

Cette explication n'a jamais été remise en question, ni même mise en doute, alors qu'elle est absurde si l'on veut bien y réfléchir un seul instant. Elle ne s'appuie sur aucun élément probant. Mais, s'agissant du narratif officiel, le seul autorisé, il permet aux médias d'éliminer toute voix discordante et de répéter toujours la même version. Jacques Baud a révélé qu'un journaliste parisien lui a déclaré « qu'il est contraint par sa rédaction de taire la vérité dans le conflit ukrainien de peur d'être perçu comme soutenant Poutine ».(3) Guy Mettan, journaliste et ancien directeur de la Tribune de Genève, fait l'objet aujourd'hui d'un ostracisme de la part des médias « mainstream » en raison de ses positions à contre-courant sur le conflit russo-ukrainien (4).

Essayons de comprendre pourquoi les dirigeants occidentaux répètent en boucle cette justification. On peut émettre plusieurs hypothèses. Soit cela démontre leur incompétence et leur incapacité d'analyse d'une situation certes complexe ? Soit cela démontre qu'ils se sont eux mêmes piégés dans une désinformation répétée depuis le commencement du conflit, et ont fini par croire à leurs propres mensonges ? Soit ces dirigeants sont contraints, par on ne sait quelle puissance mystérieuse, d'appliquer un agenda identique ?

Dirigeants incompétents

Cette hypothèse apparaît improbable, car ce serait faire injure à des dirigeants de mettre au compte de leur incompétence leur positionnement dans le conflit ukrainien. Ce sont des hommes, ou femmes politiques, qui ont exercé des responsabilités importantes et apporté la preuve de leurs capacités dans leurs fonctions respectives. Si tel n'avait pas été le cas, on peut penser qu'ils n'auraient pas été appelés à de hautes responsabilités. Ces dirigeants ont, sans doute, pour la plupart fait des études supérieures et on peut supposer que des matières comme l'histoire et la géopolitique ne leur sont pas inconnues.

On veut croire que leurs études les ont habitués à analyser une situation aussi complexe soit-elle. En résumé, ces dirigeants disposent de capacités intellectuelles suffi-



santes pour démêler le vrai du faux dans le flux d'informations. Et pour leur faciliter leur prise de décision, ils ont à leur disposition tous les renseignements confidentiels dont ne dispose pas le citoyen de base. Cette hypothèse est donc à exclure.

Dirigeants désinformés

C'est une hypothèse absurde, mais, au final, plus plausible qu'il n'y paraît. Ou plutôt, des dirigeants piégés par la désinformation de masse déversée sur l'opinion publique depuis le commencement de ce conflit. Cette campagne massive de subversion de l'opinion a complètement subverti l'esprit des citoyens, soumis méthodiquement à des informations biaisées, si ce n'est mensongères. La russophobie a atteint des sommets vertigineux, jamais vus même pendant la guerre froide.(5) Après avoir asséné à leurs citoyens, pendant des années, que la Russie est seule responsable de ce conflit et qu'elle représente une menace existentielle pour l'Occident, les dirigeants sont coincés par leurs propres mensonges. En quelque sorte, victimes de leur propre désinformation puisque, aujourd'hui, obligés de poursuivre la confrontation militaire avec la Russie, sous peine de perdre toute crédibilité devant leur opinion publique trompée pendant si longtemps. On pourrait presque assimiler cette situation à celle d'un délinquant pris dans le cercle vicieux du mensonge et incapable de s'en extirper. Le président Trump, avec tous les excès qu'on lui connaît, a eu néanmoins le mérite de proposer une solution « par le haut », permettant aux différents belligérants de se dégager de l'enlissement. Malheureusement, les dirigeants occidentaux n'ont eu de cesse de torpiller toutes velléités en ce sens. Mais, pour autant, la question du pourquoi de la russophobie de l'ensemble des dirigeants européens n'est pas élucidée.

Des dirigeants au service d'un agenda secret ?

Cette russophobie des années 2000 n'est pas irrationnelle, bien au contraire. Elle sert de vecteur à la vision théorisée par Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage publié en 1997 sous le titre Le Grand Échiquier. On peut la résumer schématiquement : l'Eurasie est centrale, les États-Unis doivent y être présents pour dominer la planète, l'Europe est

la tête de pont de la démocratie en Eurasie, l'OTAN et l'Union européenne doivent étendre leur influence en Eurasie. Quant à la Russie, Brzezinski considérait qu'elle devait rentrer dans le rang, se plier aux diktats de l'Occident, redevenir une puissance faible sur le plan militaire, et même suggérait de la découper en morceaux(6) Dès lors, tout s'éclaircit. Non, les dirigeants occidentaux ne sont pas incompétents ou victimes collatérales d'une désinformation de masse. Ils sont obligés de suivre un agenda dicté par les agents du mondialisme pour détruire la Russie et s'emparer de ses richesses. Pour ces agents, le temps ne compte pas, ils procèdent par étapes et jouent gagnant à chaque coup. Même un excellent joueur d'échec comme Vladimir Poutine n'a pas été en mesure de contrer leurs initiatives successives jusqu'au coup de trop avec l'Ukraine. Le pourquoi « ils sont obligés de suivre cet agenda » reste un mystère.

Un règlement du conflit actuel ne mettra pas fin à leurs projets. Ils poursuivront inlassablement l'agenda décidé. La prochaine étape est déjà dans leurs plans, c'est la mer Baltique.(7)

M.J

Notes :

- (1)<https://arretsurinfo.ch/john-mearsheimer-lotan-est-le-principal-responsable-de-la-guerre-en-ukraine/>
 - (2)https://www.bfmtv.com/international/europe/ukraine/querre-en-ukraine-josep-borrell-previent-que-les-prochains-mois-seront-decisifs_AD-202403150046.html
 - (3)<https://www.facebook.com/limpertinentmedia/videos/un-journaliste-r%C3%A9v%C3%A8le-la-v%C3%A9rit%C3%A9-censur%C3%A9e-par-la-politique-1692107005296996/>
 - (4)<https://arretsurinfo.ch/la-guerre-ukraine-les-journalistes-sont-aussi-responsables-realite-du-terrain-guy-mettan/>
 - (5)<https://arretsurinfo.ch/pourquoi-tant-de-haine/>
 - (6)<https://www.youtube.com/watch?v=YnwCWsyT3G8>
 - (7)<https://arretsurinfo.ch/apres-lu-kraine-la-baltique/>
- La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA MENACE DES SCRIBES

Au moyen-âge, la création d'un livre peut prendre des années.

Un scribe se penchait sur sa table, éclairée uniquement à la lumière naturelle - les bougies représentaient un trop grand risque pour les livres - et passait des heures chaque jour à former des lettres, à la main, en prenant soin de ne jamais faire d'erreur. Être copiste, écrivait un scribe, était douloureux : "Il éteint la lumière des yeux, il plie le dos, il écrase les viscères et les côtes, il provoque des douleurs aux reins et de la fatigue à tout le corps."

Compte tenu de l'effort extrême qu'a représenté la création de livres, les scribes et les propriétaires de livres avaient un réel intérêt à protéger leur travail. Ils ont utilisé le seul pouvoir qu'ils avaient : les mots. Au début ou à la fin des livres, les scribes et les propriétaires de livres écrivaient des malédictions dramatiques menaçant les voleurs de douleur et de souffrance s'ils devaient voler ou endommager ces trésors.

« Si qui que ce soit, au moyen de n'importe quel dispositif, soustrait ce livre de cet endroit; puisse son âme souffrir, pour paiement de ce qu'il a fait et puisse son nom être effacé du livre des vivants et ne pas être retenu parmi les bénis. » Il n'ont pas hésité à utiliser les pires punitions qu'ils connais-



sent : l'excommunication de l'église et la mort horrible et douloureuse. Volez un livre, et vous pourriez être fendu par une épée de démon, forcé de sacrifier vos mains, de vous faire arracher les yeux ou de finir dans les "feux de l'enfer et du soufre".

Un exemple connu de malédiction de livre censé se trouver sur un mur du monastère San Pedro à Barcelone peut se tra-

duire ainsi :

« Celui qui vole, ou emprunte et ne rend pas, un livre à son propriétaire, que le livre volé se change en serpent dans sa main et le pique. Qu'il soit frappé de paralysie, que tous ses membres éclatent.

Qu'il languisse dans la douleur, qu'il demande grâce en pleurant, et qui n'y ait de sursis à ses tourments avant qu'il ne soit

anéanti. Que les vers lui rongent les entrailles, au nom du Ver qui ne périt pas. Et quand enfin il ira à son châtimement final, que les flammes de l'Enfer le consomment à jamais. »

Jeannine Mazzichi-grotto

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 18 octobre 2026

LE RITUEL DE LALLA OUM EL MATER

"La culture est tout ce qui reste lorsque on a tout oublié, elle a toutefois pour sépulture la mémoire et comme linceul la poésie".

La pratique du rituel ancestral de Lalla Oum El-Mather érodée par les vicissitudes du temps en raison de ses relents païens, a contraint ses adeptes après avoir embrassé l'Islam à révoquer le dieu mythique "Annzar" et les autres rites aux mêmes relents qui étaient très répandus dans les contrées de l'Afrique du nord.

En dépit de leur adhésion à l'Islam qu'ils portèrent jusqu'en Espagne et Poitiers en France, les peuples du Maghreb restèrent foncièrement attachés à la pratique de ce rituel hérité des temps les plus reculés et qui symbolisait la communion entre l'homme et la nature.

Loin d'être un quelconque rituel et même si son appellation diffère d'une région à une autre, la pratique du rituel de Lalla Oum El Mather était solidement ancré dans toutes les régions d'Algérie y compris Jijel et son pâté montagneux. Bien après l'indépendance, le rituel de Lalla El-Matar était assumé et accomplie avec sobriété par la population de Jijel et ses abords immédiats.

ORIGINE DU RITUEL DE LALLA OUM EL MATAR

Depuis les temps les plus reculés, ce rituel reposait sur un dénominateur commun aux peuples d'Afrique du Nord à savoir l'apparition de la sécheresse chronique au cours de l'automne et du printemps caractérisée par la rareté des pluies qui faisait planer l'ombre de la mort sur leur bétail dont les vaches ne sont plus généreuses en lait, le tarissement des sources, la défoliation des potagers et l'agonie des vergers.

Lors des périodes de sécheresse au début d'automne et avant la fin du printemps, ce sont les vieilles femmes dépositaires de la tradition qui entraient en conciliabule pour convoquer le rituel Lalla Oum El-Mather, élire la jeune fille qui exhiberait le mannequin de Lalla El Mather et décider du moment de la date opportune pour la tenue de la procession.

LE CORTEGE DU RITUEL LALLA OUM EL MATER SILLONE LES RUES DE JIJEL ET LES SENTIERS DES DOUARS ET MECHTAS DE SES ALENTOURS

Le rituel de Lalla Oum El-Mather qui était l'apanage des vieilles femmes, celles-ci se regroupaient dans les cours des maisons ou les prairies pour se concerter sur le jour de la procession, le choix de la la confection du mannequin et .

Le mannequin fabriqué sous le regard attentif des vieilles femmes consistait en une armature de roseaux disposée en croix . revêtue d'atouts féminins, robe longue, foulard ceinture et auréolé d'une parure faite pour la circonstance.

Une fois sa fabrication achevée, le mannequin est revêtu des plus beaux vêtements que les femmes vouaient aux fêtes de mariage et circoncision etc. ...etc. Le mannequin mesure environ un mètre de haut. Le privilège de porter le mannequin revient à la plus âgée des fillettes. L'élue des jeunes filles placée à la tête du cortège tenant avec ses mains le mannequin, ouvre la procession du rituelle des rogations pour la pluie en déambulant à travers les ruelles de la ville, du village où les sentiers des douars et mechtas. Arrivée au seuil de chaque demeure ou pâté de maisons, les participants à la procession observaient une halte pour entonner le chant Lalla Oum El-Mather implorant le retour de la pluie. Les maîtresses des maisons envoutées par la beauté du spectacle, cèdent à la profusion des suppliques, en leur offrant en guise de présents de la semoule, de la farine, de la viande, du beurre salé et de la viande séchée. Ts Aussitôt la procession accomplie, toutes ces victuailles et les différents dons, sont aussitôt rassemblées et utilisées pour la confection sur place d'un grand repas collectif. Voici ci-après la ritournelle de demande de pluie chantée par les Beni Caïd sur le plateau de Meghitane recueilli par Philippe Marçais auprès de Mrs Lounis Mahfoud et Grine Mahmoud :

Donne-nous, la pluie à verse, pour que vive

la veuve.

Donne-nous pluie qui inonde, pour que vivent les laboureurs.

Madame mère de la pluie, l'eau dégouttera, la terre sera abreuvée. Nous ferons des crêpes .»

Lalla oum el mater & Oua echta tekter
Erwa arwi & Netebkhrou emtaoui
Eroua djaiza & oua nouakdou errkiza
Embarka hadi ezaouia & Heta tesbah raouia
Allah Allah Allah Allah
Fayen koum ya ahabab Allah & Ou makbouline 3and Allah
Tla3na lemezghitane & Zeghrette zeghrita maghmouma
Zeghret a3la ahabab rabbi & Mnaïen kanou melmoumine
Lalla el mathar we echta tekter & erwa werwi netebkhrou emtavi

A Jijel et ses alentours les paroles des vers clamés lors de la procession invoque Dieu le miséricordieux pour certifier leur rupture irrémédiable avec Annzar le dieu mythique de la pluie.

Snobé de nos jours, en raison de la rupture de la chaîne de transmission et de l'ombre de la mythologie païenne qui plane sur Anzar, la pratique du rituel de Lalla Oum El Mather s'est érodée au point de disparaître définitivement pour être rangée à jamais dans l'un des casiers de la mémoire collective.

Raillé par certains, proscriit par d'autres, ce rituel qui était vivace jusqu'après l'indépendance, s'est flétri de nos jours. Oser en parler relèverait de l'hérésie pour certains.

Au regard du nihilisme ambiant qui s'est érigé comme une arme de destruction massive de l'identité, Lalla Oum El Mathar ou Boughendja ce segment non négligeable du patrimoine culturel immatériel de la région, mérite une halte symbolique pour restaurer l'éternité de la chaîne de transmission entre les générations.

PAR MOHAMED KAMEL ABDI
Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 17 octobre 2026

MÉFIANCE GÉNÉRALISÉE ENVERS LES EMIRATS

MISES EN GARDE BRITANNIQUES CONTRE L'UTILISATION DE LEUR INFLUENCE POUR PESER SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La tentative de rachat du groupe de presse Telegraph Media Group par une entité d'investissement liée à Abou Dhabi a suscité des inquiétudes au Royaume-Uni quant au risque de voir les intérêts commerciaux et politiques émiratis peser sur l'indépendance de la presse, après que l'autorité britannique de communications (Ofcom) a conclu que l'opération envisagée aurait pu être contraire à l'intérêt public, en raison des risques potentiels pour la liberté d'expression.

Le quotidien britannique Financial Times, dans un article publié vendredi, a indiqué que l'autorité britannique de régulation des communications et des médias (Ofcom) avait relevé l'existence de "motivations claires" pour les Emirats à influencer sur la couverture médiatique afin de servir leurs intérêts gouvernementaux et commerciaux. Selon l'Autorité, les liens étroits entre les responsables d'International Media Investments (IMI), basée à Abou Dhabi, et le gouvernement émirati soulèvent des inquiétudes quant à la possibilité d'utiliser l'influence financière pour peser sur la ligne éditoriale du Daily Telegraph, au risque de porter atteinte à l'intérêt public, à l'exactitude de l'information et à la liberté d'expression.

Selon la chaîne britannique ITV News, l'entreprise émiratie est liée au cheikh Mansour ben Zayed Al Nahyane, vice-président des Emirats. La tentative de rachat a ainsi fait l'objet d'un examen réglementaire approfondi en raison des liens entre la société et les dirigeants émiratis.

Le quotidien britannique The Telegraph a révélé un autre aspect des préoccupations entourant l'opération, relatif à un financement d'environ 600 millions de livres sterling lié aux modalités du rachat du groupe auprès des Barclay, une famille d'hommes d'affaires britanniques qui détenait auparavant le Telegraph.



Citant l'Ofcom, le journal a indiqué que les justifications commerciales de ce prêt n'étaient pas clairement établies au regard de son montant, des risques encourus et des garanties associées, et qu'il n'était pas approprié de conclure, à ce stade, que ce financement répondait exclusivement à des motivations commerciales. L'Autorité n'a toutefois pas considéré ces éléments comme une preuve de l'utilisation du financement pour acheter de l'influence, mais a élargi son évaluation à la nature des relations entourant l'opération. The Telegraph a rapporté que l'Ofcom avait relevé un chevauchement important entre les dirigeants d'IMI et les responsables émiratis,

alors que Sultan Ahmed Al Jaber préside cette société médiatique émiratie tout en dirigeant la compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi, Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), entreprise énergétique publique des Emirats. Les inquiétudes britanniques ont dépassé la seule structure officielle de propriété. Selon The Telegraph, l'Autorité a estimé qu'IMI risquait d'exercer, au sein du consortium, une influence supérieure à celle que laissait supposer la répartition formelle du capital. Elle a également relevé que les relations commerciales plus larges pourraient conduire certains partenaires à anticiper les attentes de la société émiratie,

sans qu'il soit nécessaire de formuler des instructions explicites.

Les préoccupations ont également porté sur le fonctionnement des rédactions. The Telegraph a indiqué que l'Ofcom avait pris en compte les risques d'autocensure des journalistes et des rédacteurs en chef, qui pourraient être amenés à éviter les sujets susceptibles de toucher aux intérêts de l'investisseur ou des entités qui lui sont liées, même en l'absence d'intervention directe.

Dans son analyse, le Financial Times a également rapporté que l'Ofcom considérait que le bilan du gouvernement émirati en matière de liberté d'expression laissait entrevoir une possible culture de restriction de cette liberté. Cet élément a été intégré à l'évaluation des risques potentiels pour un quotidien britannique influent si son contrôle venait à passer entre les mains du consortium lié à Abou Dhabi. Cette affaire met en lumière les risques liés à l'extension de l'influence émiratie au-delà des frontières, lorsque les investissements peuvent devenir des instruments au service d'agendas politiques et commerciaux, au détriment de l'indépendance des médias et de la liberté d'expression. Elle révèle ainsi l'ampleur des défis que pose l'implantation des intérêts émiratis au sein d'institutions médiatiques étrangères.

RI

ELECTIONS LOCALES

AUGMENTATION DU NOMBRE DE CANDIDATS AUX APW ET APC PAR RAPPORT À 2021

Le nombre de candidats à l'élection des membres des Assemblées populaires de wilayas (APW), prévue le 28 novembre prochain, a augmenté de 13,56 %, celui des candidats aux Assemblées populaires communales (APC) ayant progressé de 22,70 % par rapport aux précédentes élections locales de 2021, indique dimanche un communiqué de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Concernant les APW, le nombre de sièges à pourvoir lors du scrutin du 28 novembre s'élève à 2.855, contre 2.350 sièges lors des élections du 27 novembre 2021. Le nombre de listes déposées est de 434 pour les prochaines élections, contre 430 pour les locales de 2021, celui des candidats étant passé de 18.910 en 2021 à 21.476 pour les prochaines élections locales.

Ainsi, le nombre de candidats aux APW s'est élevé à 2.566, soit une augmenta-

tion de 13,56 %, les sièges attribués pour l'élection des membres des APW, ayant augmenté de 505 sièges, soit une progression de 21,48 %.

S'agissant des APC, le nombre de sièges est passé de 24.891 lors des locales de 2021 à 26.575 sièges pour celles du 28 novembre prochain.

Le nombre de listes déposées était de 5.848 listes en 2021, contre 5.631 listes enregistrées pour le scrutin du 28 novembre.

Concernant le nombre de candidats aux APC, il s'est établi à 115.230 lors des dernières élections locales, contre 141.388 candidats pour le prochain scrutin.

Le nombre de candidats aux APC a ainsi augmenté de 26.158, soit une hausse de 22,70 %, le nombre de sièges réservés à ces élections ayant progressé de 1.684 sièges, soit une augmentation de 6,76 %.

RA

PROJET DE CONSTRUCTION AUTOMOBILE "SOKON ALGÉRIE"

KOURTEL INSISTE SUR LE RESPECT DES DÉLAIS

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a mis l'accent, dimanche à Alger, sur la nécessité de respecter les délais fixés pour la réalisation du projet de construction automobile "Sokon Algérie" dans la wilaya de Batna et d'œuvrer au développement d'une activité industrielle effective et durable, indique un communiqué du ministère.

Cela est intervenu lors de l'audience accordée par le ministre aux représentants de la société "Sokon Algérie", en présence de cadres du ministère, consacrée au suivi et à l'évaluation de l'état d'avance-

ment du projet de construction automobile de la société dans la wilaya de Batna, à l'examen des préparatifs en cours pour la mise en service de ses unités de production, ainsi qu'à la présentation du programme industriel de la société et des perspectives de développement de son activité.

A cet effet, M. Kourtel a mis l'accent sur "l'importance de respecter les délais fixés pour la réalisation du projet et d'œuvrer au développement d'une activité industrielle effective et durable, fondée sur la production locale, le transfert de technologie et le renforcement des

capacités industrielles nationales", ajoute-t-on de même source.

La rencontre a également porté sur la question de l'augmentation du taux d'intégration locale, à travers le développement du réseau de sous-traitance industrielle et l'association des entreprises nationales à la fabrication des composants et des pièces de rechange, de manière à renforcer la valeur ajoutée nationale et à développer le tissu industriel dans le secteur de la construction automobile.

RE

JUSTICE

NOUVELLES CONDAMNATIONS À LA PEINE DE MORT DANS DES AFFAIRES DE TRAFIC DE DROGUE

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a prononcé, dimanche, des condamnations à la peine de mort à l'encontre de deux (2) accusés pour crime d'importation et de trafic illicite de drogues de synthèse (144 kg).

Deux (2) accusés ont été condamnés à la peine de mort pour crime d'importation et de trafic illicites de 144 kg de drogues de synthèse, soit l'équivalent de 235.000 comprimés d'ecstasy.

Ces condamnations ont été

prononcées en application de la loi 25-03 du 1er juillet 2025 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.

RA